

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'Évolution du Syndicalisme Allemand depuis la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1932

PAR

PIERRE MUSAT

Président : M. GAËTAN PIROU

Suffrageants : M. ESCARRA

M. OUALID

IMPRIMERIE GOMEL-POTTIER

15, rue du Boulol, 15

PARIS

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547518_0072

L'Évolution
du Syndicalisme Allemand
depuis la Guerre

L'Évolution du Syndicalisme Allemand depuis la Guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1932

PAR

PIERRE MUSAT

Président : M. GAËTAN PIROU

Suffrageants : M. ESCARRA

M. OUALID

IMPRIMERIE GOMEL-POTTIER

15, rue du Bouloi, 15

PARIS

1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



*La vie est une comédie pour ceux qui pensent,
et une tragédie pour ceux qui sentent.*

J. SWIFT.



INTRODUCTION

Le 1^{er} juin 1932, à la surprise générale, M. von Papen était appelé par le Président Maréchal Hindenburg au poste de Chancelier du Reich, en remplacement du Chancelier Brüning, démissionnaire. Le premier acte du nouveau Gouvernement fut de dissoudre le Reichstag. Pour s'en expliquer, il radio-diffusa et publia par la voie de la presse, une déclaration gouvernementale.

Ce document n'était pas présenté dans la forme habituelle, ce qu'expliquait sa destination extraordinaire. Il ne pouvait pas s'attacher, comme d'habitude en pareil cas, à rallier sur un programme politique, financier et économique, une majorité parlementaire dans une assemblée qu'il venait justement de dissoudre. Il visait plus loin, il cherchait l'opinion publique : c'était un véritable « Discours à la Nation allemande », un appel aux forces nationales pour « construire une nouvelle Allemagne sur la base des principes inébranlables du christianisme ». Dans ses huit premiers paragraphes, le mot « morale » ne revenait pas moins de cinq fois.

Mais qui était le Chancelier von Papen ?... Un « Baron » de l'ère bismarckienne que le Maréchal Hindenburg avait inventé pour canaliser entre les digues des vieilles traditions un mouvement d'opinion que l'on ne pouvait plus ignorer, qui répondait d'ailleurs aux vœux secrets des anciens chefs du Reich impérial, mais qu'il convenait de manœuvrer vers son véritable but : la résurrection de l'Etat autoritaire.

*
* *

Car l'Etat n'était plus. Bismarck l'avait péniblement édifié ; le Chancelier de Fer était parvenu à intégrer dans

l'Empire organisé, les tendances souvent violemment opposées des pays, des religions et des classes sociales. Bismarck, c'était la cohésion nationale par les succès militaires et la prospérité économique. Mais la Grande Guerre, qui s'était terminée sur une défaite et une crise, devait voir s'écrouler l'œuvre magistrale.

Elle fut reprise, mais dans le cadre républicain : à l'autorité, on tenta de substituer le compromis. Mais alors, à cet édifice public, il manqua un drapeau. Le bloc bismarckien ne tarda pas, en effet, à se désagréger sous l'action de ces forces politiques, religieuses, économiques et sociales, qu'enhardissait l'absence d'un pouvoir fort et dont l'indiscipline semblait s'autoriser des déceptions nationales.

L'Etat absent, la place était libre pour des groupes puissamment organisés. Ces groupes, la Constitution de Weimar s'était ingéniée, comme par une gageure, à les fortifier, et ils vont devenir d'autant plus puissants que l'Allemagne fondera sur eux l'espoir de reconquérir sa liberté par le paiement des Réparations. Ce que l'on ne saurait interpréter, d'ailleurs, dans ce sens que les Réparations furent à l'origine des dernières catastrophes financières allemandes — « Nombreux sont les Allemands, disait le Dr Schacht, qui ont affirmé le contraire dans les années d'après-guerre » — mais il apparaît que les Réparations s'ajoutèrent aux ambitions pangermanistes ressuscitées sitôt après la guerre sur le terrain économique pour diriger les espoirs de l'industrie allemande sur la conquête des marchés extérieurs.

*
* *

Deux expériences vont marquer profondément l'histoire de l'Allemagne contemporaine. L'inflation fiduciaire et la Rationalisation ; deux expériences, deux aventures. Après la défaite et la révolution, les syndicats se sont sentis un

instant désespérés par l'absence dans la doctrine du Maître, d'un plan de la future société. Il fallait manger ! Le communisme rageur menaçait de détruire les moyens de production des travailleurs et se flattait de fonder, sur leurs ruines, un Etat dont on ne savait rien et dont, après l'expérience de la guerre, on ne voulait plus. Il fallait donc rétablir l'ordre d'abord, au besoin par un compromis provisoire avec les syndicats patronaux qui, depuis la guerre, semblaient faire preuve d'un esprit plus conciliant. On composa, et l'heure de la chance du socialisme volontariste passa.

Puis, après une courte tentative de collaboration, l'union évolua en même temps que la conjoncture, c'est-à-dire que, la misère cédant, chacun reprit sa liberté, et bientôt les anciennes querelles. Les syndicats, pourtant, conservaient encore partiellement l'avantage, parce qu'ils commandaient à la clientèle électorale du parti socialiste au pouvoir. La classe ouvrière émargeait ainsi copieusement aux bénéfices des expériences capitalistes. Mais ce fut bientôt la chute vertigineuse du mark, qui, avant de conduire les industriels dans l'impasse, annihila partiellement les effets de la première législation sociale du monde.

... Stabilisation monétaire, miracle du Rentenmark... Le problème rebondit. Les industriels allemands courent l'expérience de la Rationalisation : Emprunts à l'étranger, concentration redoublée de l'industrie. L'effet est immédiat : on s'organise en marge de la nation contre l'étranger, comme dit M. Viénot : « selon une sagesse théorique que rien ne préserve de la démesure ».

Mais tandis que l'industrie allemande, suivant son rêve, forçait en quelque sorte les étapes de son développement, réalisant sur terre la « parousia » marxiste, son antithèse

prolétarienne, concentrée elle aussi dans ses syndicats, croyait plus que jamais à son destin. La guerre a fortifié au-delà de tout espoir, la puissance des organisations ouvrières, un instant maîtresses de la place. Enfermé dans l'Economie capitaliste, comme un cercle inscrit dans un autre plus grand, le Syndicalisme allemand, tandis qu'il poursuivait la lutte pour les nécessités immédiates, n'avait cependant pas abandonné son rêve de jeter les grandes lignes de l'Etat économique social de demain — qui doit être autre. Située à la croisée des chemins sociaux, entre le bolchevisme russe — tentative d'application intégrale du marxisme — et le libéralisme de l'Europe occidentale — dernier rempart démantelé et vieillot de l'Ecole de Manchester — la conviction s'était installée, vivante, chez les dirigeants syndicalistes que l'ascension du prolétariat à la puissance économique ne pouvait se faire que par étapes, par infiltrations successives, par rectification progressive de l'ordre actuel. Plus de révolution — elle ferait plus de tort à l'ouvrier qu'au capital — une réforme de chaque jour, par une pression constante, dont l'action directe ne serait éventuellement qu'un mode accidentel et dernier.

Mais cet évolutionnisme, qui se concilierait assez bien avec les ambitions politiques des chefs, se concilie beaucoup moins bien avec le vieux cliché de la thèse catastrophique. Alors, déterministes ? Volontaristes ? On ne sait plus. Les chefs syndicalistes comprennent le danger de ces positions contradictoires. Il faut pourtant offrir aux troupes une doctrine cohérente, qui ait chance de satisfaire tout le monde, les pères du mouvement eux-mêmes. Agir d'abord !

Il se trouve justement que les effets de la Rationalisation, comme ceux de la législation socialisante, s'offrent

pour aider à surmonter cette contradiction. N'assiste-t-on pas, en effet, à une socialisation progressive du capital ? Dans ces conditions, pourquoi abandonnerait-on l'espoir de voir un jour le capitalisme démis de ses fonctions, contraint de remettre les instruments de la production aux mains des syndicats, qui en confieraient à leur tour l'exploitation aux organismes nouveaux d'une économie collective ? La voie n'était-elle pas tracée par l'avènement de la démocratie politique, qui avait eu grand tort, sans doute, de laisser subsister dans son sein une autarchie économique, mais qui conservait, comme l'avait dit Proudhon, le mérite « d'ouvrir la voie, par l'égalité politique qu'elle institue, à l'égalité économique et sociale » ? Le Gouvernement von Papen, né de la crise économique et d'une réaction spiritualiste, vint troubler ce rêve.

*
* *

Il nous a semblé que les expériences successives de la pensée syndicaliste allemande depuis la guerre, éclairaient d'un jour spécial le déroulement des « incertitudes allemandes ». Nous nous sommes attachés à rétablir le fil de cette activité syndicale dans ses liens et ses heurts avec la science économique d'une part, et les doctrines socialistes d'autre part. Nous ne regretterons pas notre effort si malgré toutes ses insuffisances, cet essai peut aider à percer le mystère de cette formidable inconnue qu'on appelle encore parfois : les Allemagnes.

CHAPITRE PREMIER

L'évolution de l'idéologie ouvrière allemande avant la guerre

L'idéologie du mouvement ouvrier allemand a une origine double : elle est née, d'abord, de la théorie révolutionnaire des grands initiateurs socialistes, Marx en tête ; elle a pris corps, d'autre part, au cours de la lutte de chaque jour pour l'amélioration de la situation matérielle de l'ouvrier. Ce qui n'était alors au début que la tendance d'hommes rapprochés par des intérêts et des idéaux identiques, vise à se couvrir d'une doctrine par la seule répétition des conflits et la lente formation d'une conscience de classe.

La première formule a précédé le mouvement ouvrier, la seconde l'a suivi. L'une est basée sur la conception abstraite de l'histoire, l'autre sur les enseignements empiriques de la lutte de classes. L'action politique domine, ici et là, l'action syndicaliste.

Parti et Syndicats ne sont pas toujours d'accord. Il paraîtra souvent aux Syndicats que le Parti se laisse trop entraîner par son idéologie ; au Parti, que les Syndicats sont trop attentifs à des questions matérielles, pour lui, d'ordre secondaire. C'est que le syndicalisme, qui se place sur le terrain professionnel, est une formation de bataille ; il a besoin d'agir ; il est, à tout instant, appelé à intervenir. Il est le défenseur des droits de ses adhérents, qui mesurent leur fidélité aux résultats obtenus. Son efficience immé-

diète et tangible est la garantie de sa puissance. L'ouvrier ne saurait, à certaines heures, se nourrir d'idées plus ou moins abstraites sur la théorie de la plus-value, la dialectique, le matérialisme historique, etc., ni de la promesse d'une dictature messianique. Ce qu'il exige, c'est, soit une augmentation de salaires, soit une réduction des heures de travail. Prompt à la bataille pour l'obtention de telles revendications, on ne le trouve pas souvent prêt à joindre une coalition sur un ordre parti d'un centre éloigné pour une idée, dans son esprit, imprécise. Le Parti, au contraire, renferme des éléments que la profession ne distingue pas spécialement. Il groupe des citoyens que rapproche un programme souvent complexe, qui plane au-dessus des événements de chaque jour.

Le marxisme a creusé, en Allemagne, cette dualité de position : Marx avait posé l'incapacité congénitale du régime capitaliste à se réformer dans le sens d'une plus équitable appréciation du produit du travail. Logique avec lui-même, il tenait en piètre estime les possibilités des syndicats, à ses yeux, simples corps d'entraînement pour la Révolution. Position, donc, négative : le capitalisme est un tout, le marxisme en est un autre ; aucun compromis n'est possible.

C'est pour des raisons analogues que les syndicalistes allemands ne se recommandent pas de Lassalle. Lassalle, cependant, a le tempérament syndicaliste ; « il est surtout un homme d'action ; il a soif de résultats pratiques » (1). Mais Lassalle, outre qu'il est un partisan de l'appel à l'intervention de l'Etat, est l'inventeur de la loi d'airain des salaires qui, comme la « Verelendungs-Theorie », refuse aux

(1) Charles Gide et Charles Rist : Histoire des doctrines économiques, p. 115.

organisations ouvrières tout espoir d'améliorer la situation matérielle de l'ouvrier. En fait, les syndicalistes s'arrangeraient encore mieux de Marx et s'ingénient parfois à démontrer, dans leurs écrits, qu'ils ont droit, au même titre que le Parti politique, à cette filiation directe et flatteuse.

Quoiqu'il en soit, si l'agitateur Lassalle fut le premier organisateur des forces ouvrières éparses, lorsqu'il fonda, en 1823, l'*Allgemeiner Deutscher Arbeits-Verein*, les syndicats préférèrent, en général, abandonner cette date de naissance à la Social-Démocratie, pour faire leur celle de 1868, qui vit se réunir à Nuremberg l'Union des Syndicats ouvriers allemands (1).

*
* *

Jusqu'en 1890, c'est-à-dire jusqu'au Congrès d'Erfurth, le mouvement politique et le mouvement syndicaliste suivaient donc des voies nettement parallèles et, entre le radicalisme politique et l'opportunisme syndicaliste, l'accord était souvent rompu. Il faut dire que, jusqu'à cette date, le mouvement des syndicats sortait à peine de l'enfance. La guerre de 1870 et la prospérité due aux milliards de Francfort ne constituaient pas des époques favorables à leur développement. Puis, ce fut la dure crise des années 1870/75, dont le Gouvernement profita pour dissoudre les premières organisations ouvrières. En 1875, cependant, les organisations nuance Lassalle et Eisenach s'étaient réunies pour déclarer que « quoique les organis-

(1) A. Braun : *Die Gewerkschaften vor dem Kriege* — Marx und die Gewerkschaften, p. 46 et suiv.

Richard Seidel : *Die Gewerkschaften nach dem Kriege* — Gewerkschaft und Partei, p. 25 et suiv.

mes syndicalistes ouvriers ne soient pas capables d'améliorer sensiblement et durablement la position des ouvriers, ils peuvent, néanmoins, améliorer par instant leur situation matérielle, compléter leur formation et leur faire prendre conscience de l'idée de classes » (1). Pourtant, à cette époque, les organisations ouvrières manquaient et de fonds, et de conviction.

Lorsqu'en 1878, Bismarck fit voter les « lois scélérates », alors furent anéanties dix années d'efforts. Poursuites de toutes sortes, dissolutions, confiscations, procès et condamnations, rien ne fut épargné aux organisations syndicalistes, et lorsqu'enfin, en 1890, le droit commun fut rétabli, on put constater que le coup avait été péniblement et profondément ressenti. Les syndicats se montraient plus hésitants que jamais, des dissensions intestines et d'autres avec le Parti, entravaient singulièrement leur reconstitution.

Cette période est, au contraire, celle d'un développement rapide du parti social-démocrate. Lassalle avait préparé un programme d'action nationale dans le cadre parlementaire et, au Reichstag de 1871, les social-démocrates réclamèrent le suffrage universel intégral et toute une suite de revendications économiques et sociales modérées. Loin d'affaiblir le Parti politique, les « lois scélérates » renforcèrent son autorité au Parlement. En 1877, il avait réuni 500.000 voix ; en 1890, il en obtint 1.500.000. C'est la date à laquelle, après certaines hésitations, le parti socialiste, réuni à Erfurth, renouvelle son adhésion complète aux principes marxistes. Cette adhésion marque, cependant, l'apogée de la doctrine marxiste, qui va ensuite se désa-

(1) A. Braun, op. cit. p. 27.

gréger sous les attaques révisionnistes de Bernstein ou d'Edouard David (1).

*
* *

Alors va bientôt commencer, en effet, pour l'Allemagne, une période de grand développement industriel, et cette ascension économique aura deux résultats : d'abord, celui de développer l'ascension des organisations ouvrières, qui se manifesteront, non plus, comme autrefois, par des déclarations emphatiques, mais bien par leur emprise évidente sur les ouvriers. En 1900, les syndicats allemands réunissaient 700.000 adhérents ; en 1904, ils atteignaient le million, jusqu'à porter leurs effectifs, en 1910, à 2 millions, en 1912, à 2 millions et demi. La prospérité de l'industrie allemande, pour la première fois, était la prospérité syndicaliste.

Le second résultat de ces progrès de l'économie allemande fut de porter Bismarck à revenir sur sa politique sociale. Il joue de l'action préventive. Après les lois scélérates, on travaille à réconcilier l'Empire et le Prolétariat. Le Reich va devenir « un grand modèle de législation sociale », et cette législation ne cessera d'être complétée jusqu'en 1914.

Mais, par ailleurs, le renforcement des Syndicats, qui s'organisaient fiévreusement en unions, puis en fédérations, jusqu'à faire partir un jour des ordres généraux d'un commandement central de Berlin, impressionna le Parti ; il ne pouvait plus ignorer cette puissante force, chaque jour mieux en mains, bien qu'elle obéit au mot d'ordre de Bernstein : « Der Weg ist das Ziel ».

(1) Cours de M. Allix (1922-23) sur l'Organisation de la Production,

En 1905, les délégués du Parti et des syndicats se rencontrèrent à Mannheim. Ce fut l'occasion de discussions orageuses. « Le mouvement ouvrier allemand est empoisonné par le marxisme », disait un chef syndicaliste. Le Parti concéda finalement que « les syndicats ne sont pas moins utiles que le Parti, qui, sur le terrain politique, luttent pour l'élévation de la classe ouvrière à l'égal des autres classes, et pour la libération de la classe ouvrière de toute oppression et exploitation par le système des salaires, etc. ».

Par la suite, on eut encore à relever de nombreux froissements entre les radicaux et les syndicalistes ; néanmoins, ils se prêtèrent, dans maintes occasions, un mutuel appui, et ce rapprochement fut grandement facilité par l'évolution de la doctrine du Parti. C'est déjà l'époque de la « décomposition politique du socialisme allemand » (1).

Dans le Parti, en effet, le marxisme devient de plus en plus une façade ; il se vide de son contenu. La prolétarianisation croissante des masses, la disparition de la classe moyenne, la théorie des crises, autant de vérités d'hier qui s'effondrent chaque jour davantage sous les coups d'écrivains, qui s'ingénient à démontrer le contraste existant entre la doctrine de Marx et les réalités économiques.

Le schisme des prêtres aura beaucoup de retentissement dans les milieux syndicalistes. M. Henri de Man (3) note qu'en confirmant les dirigeants syndicalistes dans leur scepticisme vis-à-vis des doctrines socialistes en général,

(1) Charles Andler : La décomposition politique du Socialisme allemand.

(2) Allix, op. cit.

(3) Henri de Man : Au-delà du Marxisme, p. 340.

et du marxisme en particulier, les Sozial-Demokrates rejetèrent les masses vers le réformisme le plus terre à terre. Le volontarisme des chefs des syndicats se montrera impuissant, après la guerre, à surmonter le marxisme vulgaire de leurs troupes.

Mais, auparavant, les syndicats « gonflés » par la guerre essaieront de profiter de cette tiédeur du Parti pour imposer leur religion.

CHAPITRE II

La Guerre : le Parti et les Syndicats

Les Syndicats pendant la guerre

Enfermée de tous côtés, l'Allemagne, pendant quatre ans, dut fournir un effort redoutable pour subvenir aux besoins de la guerre et des populations civiles. Elle y parvint cependant, grâce « à un système étatiste d'économie de guerre, qui dépassa tout ce qu'on pouvait concevoir en 1914 ». « Elle est parvenue, non sans erreur, et grâce à une tyrannie économique, à des résultats extraordinaires, ne serait-ce que celui de maintenir pendant quatre ans en état de résistance économique, un pays qui aurait dû être à bout de forces après un an » (1).

La guerre moderne est une guerre nationale ; quand elle survient, l'économie privée fait place à un régime socialiste d'état : le droit de réquisition annihile d'abord le droit de propriété et aboutit à une remise des moyens de production privés au service de la communauté ; le prix de revient, ensuite, perd de son importance, toute considération d'équilibre s'effaçant devant la nécessité la plus immédiate, celle de la victoire. L'économie est dominée par l'état politico-militaire.

Le tempérament organisateur et étatiste des Allemands

(1) Allix, op. cit.

fut alors satisfait au-delà de tout espoir et, il faut bien le dire, l'expérience fut magistrale. Sociétés de guerre, offices, comités, centrales, rien ne fut négligé et l'Etat commercial fut plus fermé que jamais Fichte n'eût osé l'espérer.

Dans le domaine industriel en particulier, les pouvoirs publics ne pouvaient mieux faire, pour tirer des réserves leur maximum de rendement, que de perfectionner et de renforcer une centralisation que le régime capitaliste avait déjà organisée. Ils le firent en imposant à la classe patronale la syndicalisation obligatoire, en sollicitant la collaboration des syndicats ouvriers. La guerre, en déclanchant cette construction industrielle dans laquelle les organisations patronales et ouvrières étaient associées pour l'exploitation d'entreprises remises à l'Etat, fut l'événement capital qui impressionna profondément les esprits allemands naturellement portés vers ces conceptions. Et les fautes qui furent alors commises, les nombreuses critiques que souleva l'expérience, auront des répercussions incalculables pour la pensée économique de l'Allemagne de l'après-guerre (1).

*
* *

Comment se comportèrent les syndicats pendant ces quatre années ? Le sentiment central, qu'il faut retenir parce qu'il domine l'âme syndicaliste et que nous le sentons renaître par-delà les conflits multiples dans toutes les heures de crise industrielle, c'est celui de l'intime dépendance de la fortune syndicale et de la fortune capitaliste. « Patrons et ouvriers, tous deux soutiens de l'entreprise, avaient le même intérêt à se dégager d'une misère commune » (2). Dès le début des hostilités, le parti socialiste

(1) Sur l'économie allemande de guerre, voir Allix, op. cit.

(2) 25 Jahre Arbeit Nordwest 1904-1929, p. 64.

s'acquit donc la sympathie de l'opinion publique et des milieux gouvernementaux pour la classe ouvrière et ses syndicats, en votant les crédits de guerre. Karl Legien expliquait en 1915, que ce vote était affaire politique qui ne concernait pas les syndicats, mais qu'au surplus ces derniers devaient considérer qu'une défaite de l'Allemagne désorganiserait la classe allemande et ferait du tort à l'internationalisme lui-même. Par la suite, les syndicats socialistes devaient confirmer ce point de vue par une loyauté et une coopération, en dépit de certains heurts, absolue, et le mémoire du Jubilé de 1915 des syndicats socialistes salue « la formidable alliance des forces intérieures pour la défaite des ennemis du Peuple allemand ».

Les socialistes avaient voté les crédits de guerre : les pouvoirs publics firent savoir aux syndicats, le 1^{er} août 1914, qu'ils ne seraient pas inquiétés. Le 2 août, la Confédération générale des Syndicats se rend à une invitation du Ministère de l'Intérieur pour l'organisation des participations ouvrières aux travaux agricoles. Puis les contacts se multiplient pour l'organisation de la mobilisation civile et la réglementation des questions économiques en matière de charbon, douanes, matières premières, etc. Un délégué des syndicats siège enfin à l'Office du Ravitaillement. Ministres et généraux franchissaient avec une contrition parfaite, le seuil des Bureaux des Syndicats dont ils reconnaissaient ainsi implicitement les chefs. L'accord était donc parfait de ce côté.

Entre les organisations ouvrières et patronales, la situation demeura moins nette. Ce fut au début, néanmoins, l'Union Sacrée. Le chômage était grand par suite de la transposition subite de l'économie sur un autre plan. Délégués patronaux et ouvriers se rencontrent alors sous un ciel sans nuage pour remédier à cette situation ; dans ces conversations, les syndicats obtenaient un début d'orga-

nisation tarifaire des salaires. C'est alors que naquit l'idée, ardemment désirée par les uns, pour les autres, dans cette période critique, non dénuée d'intérêt, de la Communauté de Travail, sorte d'organisme paritétique, au sein duquel patrons et ouvriers devaient se mettre d'accord sur des problèmes intéressant les deux parties. Ces Communautés de Travail ne répondirent pas, pendant la guerre; à tous les espoirs que l'on avait fondés sur elles. Pourtant, l'idée de collaboration s'y précisait et l'on verra les Communautés réapparaître avec plus de vigueur en 1918, lors d'une nouvelle et grave crise.

S'il en fut ainsi dans cette expérience comme dans d'autres, c'est qu'une haute conjoncture de guerre avait renversé la situation respective des partenaires. Les besoins de la défense nationale avaient fait repartir les industries, le chômage était en régression rapide. La collaboration paritétique était une créature de la misère que reniait un parâtre. Le 18 avril 1915, l'industriel Kirschhoff s'élevait contre les contacts avec les ouvriers, qui « font acquérir aux meneurs un sentiment exagéré de leur importance ». Les syndicats, de leur côté, ne pouvaient refuser de donner suite aux revendications de salaires de leurs adhérents qui entendaient bénéficier de la reprise des affaires et dont certains obéissaient, dès cette époque, à des directives extrémistes à forte nuance politique. Le charme était rompu.

Cependant, la guerre se prolongeait et le Gouvernement comprit qu'il devait ménager la classe ouvrière ; lorsqu'il lui imposa les lourdes obligations de la loi de 1916 sur le service civil obligatoire, il ne manqua pas d'y insérer la contre-partie de larges compensations. Cette loi prescrivit, en effet, la création dans tout établissement intéressant la défense nationale et occupant au moins 50 ouvriers, d'un conseil permanent d'ouvriers élus suivant le mode de la

représentation proportionnelle au scrutin direct et secret, par tous les travailleurs de l'établissement âgés de 21 ans. Les syndicats étaient, d'autre part, pour la première fois, reconnus officiellement comme les organisations économiques des travailleurs. Cette loi, qui marque le début de l'ère des conseils d'entreprise, fut considérée à l'époque comme une grande victoire.

Cette « loi d'exception contre l'entreprise », comme on l'appela dans la classe patronale, n'a pourtant pas obtenu le résultat cherché, qui était de veiller à ce que la bonne entente règnât entre ouvriers de l'entreprise et entre patrons et ouvriers. Elle ne fit, au contraire, qu'accuser le différend entre patrons et ouvriers, ceux-ci maniant avec une adresse et une sûreté incomparables, les nouvelles armes qui venaient d'être mises à leur disposition, notamment la procédure d'arbitrage devant des comités paritaires.

En fait, depuis 1916, les conflits ouvriers ne cessaient de se développer et, fait plus grave, prenaient un caractère de plus en plus politique. Il semble que la loi de 1916, destinée à donner des apaisements aux extrémistes de gauche, n'ait pas été comprise par ceux qui étaient appelés à en bénéficier. Les journées d'Avril 1917 à Berlin, de Mai 1917 à Leipzig, de Juillet 1917 dans la Ruhr, marquent des jours sombres dans cette histoire cahotée des communautés de Travail. C'est à cette époque qu'apparut pour la première fois, le Spartakismus. Il semble bien d'ailleurs que les chefs syndicalistes furent alors débordés par leurs troupes.

*
* *

Cependant, l'Allemagne allait au devant de nouvelles épreuves. Le vent de la défaite commençait à souffler, ce qui explique d'ailleurs sans doute ces débuts de désagrè-

gations intérieures et les développements du communisme. L'imminence de sombres événements incita la classe patronale à se montrer plus conciliante. On put croire alors qu'on allait voir naître, plus pâle mais vivante quand même, l'union de 1914. Et cette période tiraillée de la guerre, en dépit des si nombreux conflits, se termina sur une tentative de rapprochement.

Afin de parer à une répétition des conflits sanglants de 1917, les chefs d'entreprises avaient repris contact avec les chefs extrémistes pour aboutir à une entente avec la partie de leurs troupes qui échappait à l'emprise des extrémistes. Les pourparlers traînèrent en longueur. En Juin 1918, alors que les événements du Front n'apparaissaient pas encore sous un jour très net, mais laissaient entrevoir un dénouement assez rapproché de la guerre, les contacts devinrent plus fréquents et le 2 Octobre, on aboutissait à un accord pour la création à Berlin d'une Communauté de Travail. Mais les événements se précipitaient ; les industriels commençaient à s'inquiéter vivement du problème qu'allait soulever la fin de la guerre, c'est-à-dire de la démobilisation des armées et des réserves. Cet événement ne préoccupait pas moins les syndicats décidés, à la veille d'entrer dans une époque grosse d'inconnu, à défendre contre les chefs d'entreprise et contre les agitateurs de gauche, les avantages si heureusement acquis au cours de la guerre.

Le 5 Novembre 1918, la Communauté de Travail de Berlin avait dressé un plan de démobilisation qui fut soumis à l'approbation du Gouvernement et approuvé le jour suivant. Ainsi fut créé l'« Office pour la Démobilisation Economique », qui organisa immédiatement à travers le Reich un réseau de bureaux régionaux paritaires. Patrons et ouvriers étaient rentrés en contact dans un organisme qui sera bientôt reconnu d'utilité publique.

Les conséquences de la guerre sur l'idéologie ouvrière allemande

La guerre a donc grandement contribué au développement des syndicats allemands, mais, en même temps, elle a modifié la mentalité syndicaliste. Sans doute, les chefs des syndicats se défendent-ils de subir les effets d'une collaboration quotidienne avec les autorités publiques et privées. C'était là, disaient-ils, une nécessité de l'heure, qu'ils subissaient pour la grandeur du pays. Dans plus d'une occasion, ils ne manquèrent pas de déclarer qu'il ne s'agissait pas un seul instant d'abandonner la lutte contre le capitalisme. Trêve mais non pas paix. « Après la guerre, lisait-on en 1916 et 1917, nous ne nous écarterons pas d'un cheveu de nos anciens objectifs... Nous reprendrons après la guerre avec une vigueur redoublée notre combat d'hier... » (1).

Et cependant, cette participation à la direction des affaires publiques et des grandes sociétés, les flattait. Elle leur permettait, au surplus, de faire valoir leurs vues sans recourir constamment à la menace d'une grève, souvent à son exécution, ce qui les grandissait aux yeux de leurs troupes. Ces buts étaient ainsi atteints sans les moindre recours à l'appui du Parti, dont la concurrence leur avait toujours porté ombrage.

Dans cette période d'ascension, les syndicats qui représentaient l'indispensable rouage du travail, furent éminemment servis par les circonstances : Ce furent au début — on a vu comment — les Pouvoirs publics qui firent taire les protestations patronales. Le Spartakisme menaçant poussa ensuite dans leurs bras les chefs industriels apeurés. Lorsque

(1) 25 Jahre Arbeit Nordwest, p. 72.

l'Etat s'effondra en 1918, ils demeurèrent encore seuls debout, et les délégués patronaux, lors de la création de l'Office pour la Démobilisation, déclarèrent « qu'à leur avis, l'Administration était totalement incapable de mener à bien cette tâche, qu'ils préféreraient voir confier aux syndicats, bien mieux au courant des nécessités économiques et industrielles de l'heure ».

Mais, d'autre part, les ambitions syndicalistes s'étaient étrangement élargies et élevées. Quel chemin parcouru depuis trois ans, lorsqu'en 1915 Karl Legien définissait le syndicat « un organisme de la classe ouvrière, dont l'objet est de fixer au mieux des conditions de salaires et de temps de travail et en droit d'intervenir dans la fixation des stipulations des contrats de travail » ! Du moins à l'épreuve s'était-on rendu compte de la plus vaste portée de telles revendications qui, minces en apparence, appelaient en réalité la collaboration de l'ouvrier à tous les étages de la vie économique du pays, c'est-à-dire la construction de ce que l'on appela bientôt la Démocratie Economique.

Car l'échec de la Révolution, que la Sozial-Demokratie va canaliser, puis étouffer, aidera les syndicats à mettre en lumière leurs tendances réformistes. Kautsky, un des plus grands prophètes du Socialisme, qui encore en 1903, avec une sûreté naïve, avait décrit la manière avec laquelle il serait si facile, au jour de la Révolution, de se débarrasser des capitalistes, déclara après la Révolution, à l'Assemblée de Vienne des Travailleurs: « Le rétablissement immédiat de la production réclame d'abord le rétablissement de la production capitaliste. Contre ce principe, la plus grande volonté socialiste ne peut rien changer ; le Proletariat lui-même se trouve en meilleure forme au milieu d'une production capitaliste brillante, qu'il le serait au milieu d'une production socialiste insuffisante. Un communisme de la distribution, la suppression des riches augmentent uni-

quement la déchéance de la production ». C'était une capitulation évidente après les menaces haineuses de toujours contre le capital privé ».

A la même époque, le chef syndicaliste Steigerwald parlait de la banqueroute du marxisme. « D'aucuns prétendent, devait déclarer Naphtali quelques années plus tard à la lumière de cette expérience manquée, que la voie pour la minorité prolétarienne est de s'emparer du pouvoir et de libérer l'économie sous les auspices de ce nouvel absolutisme. Il n'y a plus à revenir sur cette utopie ; toute tentative d'arriver à une solution par ce moyen aboutirait à une effroyable destruction des forces productives et avant tout, à des pertes certaines pour la classe ouvrière » (1).

C'était là nier au socialisme révolutionnaire d'avant guerre la prééminence ; c'était pour le moins, reconnaître que l'on était encore loin de la tension maximum entre les deux classes, moment où il suffira d'une sorte de révolution de cour pour atteindre le but final.

Là où a failli l'action politique, l'action économique doit s'essayer à son tour. Ce sera le rôle des masses ouvrières de continuer, par ses méthodes l'œuvre décrite dans les ouvrages des doctrinaires. Maintenant que les syndicats qui gouvernent ces masses sont parvenus à cette reconnaissance légale qui, dans le domaine politique, avait précédé la révolution politique, il leur appartient, en suivant les mêmes développements, de préparer la révolution économique.

*
* *

Or, il manque aux syndicats une doctrine, une idéologie qui, en cristallisant sous une forme constructive, les résultats déjà acquis sur leur terrain, leur permette de s'atta-

(1) Naphtali : La Démocratie économique, p. 9.

cher la foi des masses par l'établissement d'un programme d'action. Coordonner leurs revendications, jusqu'à présent dispersées, touchant aux heures de travail et aux salaires; sans méconnaître les nécessités économiques, défendre le besoin social ; élever le niveau professionnel et intellectuel des masses pour une participation effective des ouvriers à la direction de la production et de l'économie, tel sera le programme des syndicats. Leur activité quotidienne demeure inchangée, mais elle doit se laisser moins guider par la recherche de succès matériels immédiats, qui fait progressivement place à une tendance vers le but final du Socialisme. Cette activité quotidienne vers des objectifs proches et d'apparence souvent matériels, il faut, en la synthétisant, l'idéaliser. Un nouveau principe social ne peut en vaincre un autre qu'en affirmant sur lui la supériorité morale de ses conceptions.

Les chefs pensent juste : ils sentent que la vraie voie du socialisme est celle qui se propose d'obtenir le maximum de rendement du développement des énergies de la nation et de parvenir à la liberté économique de l'ouvrier, afin de lui assurer une juste satisfaction de ses besoins et un développement de ses facultés spirituelles. Mais il faut compter avec les troupes, et les doctrinaires s'empressent, après avoir exposé leur point de vue, d'ajouter qu'ils ne renient pas par là le marxisme. Au Congrès de Hambourg, Tarnów répondait à l'opposition qui déclarait la Démocratie économique incompatible avec Marx : « Nous ne pensons nullement renoncer à atteindre notre but final, nous ne pensons nullement renoncer à amener et à organiser l'économie socialiste... Nous voulons un meilleur avenir, mais nous voulons également un meilleur présent ; c'est là ce que nous envisageons lorsque nous réclamons la Démocratie économique ». On le voit, la Démocratie économique n'est que le moyen d'arriver au but.

Naphtali, développant cette idée dans son ouvrage, dira : « Lorsque les syndicats appellent la Démocratie économique, cela ne signifie pas qu'ils renoncent au but socialiste, ni qu'ils prétendent à substituer leur doctrine au socialisme ; ils visent à compléter l'idée socialiste dans le sens d'un déblaiement de la route vers la réalisation. Socialisme et Démocratie économique se complètent. Il n'y a pas de démocratie économique complète sans système socialiste de l'économie et l'idéal socialiste est irréalisable sans une construction démocratique de l'économie. Si, malgré cette unité dans le but final, l'idée de la Démocratie économique se propage dans le monde de la pensée socialiste, c'est qu'il pose de nouveaux objectifs, concrets, sur la route de la réalisation de la société future » (1). « Le chemin est le but », avait déjà dit Bernstein ; « mais le but demeure », complète Naphtali.

Conception recherchée, mais qui, destinée à des masses, pêche par là même. On peut prévoir sans attendre, que la doctrine nouvelle n'aura pas prise sur les troupes qui ont besoin d'une foi religieuse, ou du moins, peut-on dire que le catéchisme syndicaliste, près de l'Evangile marxiste, apparaîtra œuvre de novices.

*
**

Cette affirmation de la puissance syndicaliste pendant la guerre aura d'immenses conséquences. On se rappelle, en effet, que le parti avait mal appuyé les premiers efforts des organisations syndicalistes ouvrières, parce qu'au début, il ne crut pas à leur avenir, parce qu'ensuite il vit dans ces nouvelles formations un concurrent qui obéissait

(1) Naphtali, op. cit. p. 10,

à des vues assez différentes des siennes. Les milieux syndicalistes reprochent encore aujourd'hui au Parti, de ne pas leur avoir prêté un appui quelconque lors des persécutions de Bismarck.

Mais le mouvement a pris de l'ampleur. Au contact des luttes quotidiennes contre la classe patronale, les chefs syndicalistes ont su s'attacher leurs troupes ; ils se sont imposés comme les vrais meneurs de ces masses et sont plus respectés que les « Bonzes du Parti » qui doivent, à mesure que grandit cette puissance, compter avec elle.

La guerre a précipité cette évolution au point que le Parti, bientôt, sera dominé par les syndicats. Pendant la guerre, en effet, le Parti perd de son importance. Formation parlementaire, son rôle est bien effacé sous une dictature militaire. Les chefs syndicalistes coopèrent directement avec les généraux. Par ailleurs, le Parti est en proie à de grosses dissensions intestines qui vont aboutir à le couper en deux tronçons, en 1917, à Gotha.

Après la guerre, l'Etat bismarckien s'écroule. Le Parti socialiste se trouve sans doute alors à la tête des affaires, mais c'est pour liquider la guerre et la défaite, événements dont il ne porte pas la responsabilité, mais qui lui imposent un programme peu susceptible de le rendre sympathique. Ses chefs resteront, dans les années à venir, les signataires de la honteuse paix de Versailles. Par ailleurs, il est un parti politique, c'est-à-dire une Assemblée d'hommes qui n'agissent jamais sans interroger la doctrine. Or, ce qui presse, ce sont les dures réalités du moment. L'ouvrier demande du travail et du pain. L'heure n'est pas aux grandes directives, aux vastes projets. Les revendications ouvrières sont plus réalistes et plus concrètes que jamais. La grande majorité des électeurs du Parti social-démocrate sont d'abord les adhérents du syn-

dicalisme et ils se trouvent, à cette époque, beaucoup plus près du Syndicat que du Parti (1).

S'il en est ainsi, particulièrement en ce qui concerne la masse, les chefs, qui doivent plus que jamais tenir le plus grand compte des besoins pressants et de l'état de l'opinion parmi leurs troupes, ne se désintéressent pourtant pas du mouvement politique. Ils savent trop combien la politique des états modernes restera dominée par des intérêts économiques, pour consentir à ignorer ce qui se passe dans les rangs du Parti. Etant donné que, dans les questions de politique sociale et de politique économique, le dernier mot appartient aux corps constitués qui font les lois, il est indispensable que les syndicats puissent faire défendre leurs intérêts dans les organisations constitutionnelles que l'on se prépare à fonder.

Le Parti prolonge, suivant d'autres méthodes, l'activité des syndicats. C'est lui qui inscrit dans la loi les succès de la classe ouvrière; mais, à cette époque, lorsque les doctrinaires syndicalistes concèdent que le Parti et les syndicats conservent leur indépendance dans la lutte pour un but commun, s'ils admettent que ces deux mouvements ne doivent à aucun prix empiéter l'un sur l'autre, il est essentiel de retenir que, ce qui était hier une revendication des syndicats au Parti, est devenu dans l'esprit de ses chefs une concession faite par les syndicats au Parti.

Ce rapprochement imposé par les événements se trouve d'ailleurs facilité par l'évolution de l'idéologie ouvrière dans les syndicats, d'une part, dans le Parti, d'autre part.

Si, en effet, comme nous venons de le voir, les chefs syndicalistes aspirent à idéaliser leur activité quotidienne, à

(1) Lothar Erdmann : Zu den Richtlinien für die Künftige Wirksamkeit der Gewerkschaften-die Arbeit, 1925, N° 7,

l'élever en la faisant tendre vers un objectif supérieur à définir, mais dont on sait déjà qu'il sera encore fortement teinté de marxisme, le Parti, qui vient de faire scission d'avec les communistes, par un mouvement contraire, descendant de son piédestal, accepte d'interpréter de plus en plus librement la doctrine marxiste.

Pendant la guerre, il s'est efforcé de justifier son attitude par des explications plus ou moins ingénieuses, soit en déclarant que « l'internationalisme ouvrier exige de très fortes organisations nationales », soit en faisant valoir que « l'Allemagne étant le pays de l'idéal marxiste, son premier devoir était, en défendant l'Allemagne, de défendre l'Internationale ouvrière », ce qui leur attira un jour la réplique fameuse de Rosa Luxemburg : « L'internationalisme n'est pas un devoir de vacances dans l'intervalle de deux guerres » (1).

Plus tard, les social-démocrates vont étouffer la révolution pour sauver l'Allemagne du bolchevisme, et ce faisant, ils agiront bien dans le seul sens que les syndicats ouvriers pouvaient leur indiquer : sauver la situation présente, à l'exclusion de toute nouvelle aventure. La doctrine social-démocrate évolue rapidement du programme d'Erfurth vers celui de Goerlitz (Décembre 1921). Le Parti, à son tour, donne la première place aux revendications positives : nécessités immédiates d'abord ! Sans doute, il imagine d'élargir la notion de classe, dans laquelle il ne fait plus entrer seulement le Prolétariat ouvrier mais tous ceux qui vivent de leur travail pour le profit de la collectivité et les syndicats, toujours attachés à la dictature du Prolétariat auraient bien à redire sur ce point ; mais il laisse aussi tomber l'idée de la disparition de la petite

(1) Cité par M. Allix dans son cours.

exploitation, celle de la misère croissante des classes, celle des crises, etc... Le déterminisme marxiste se vaporise pour faire la place plus grande au volontarisme socialiste, à ses possibilités d'ébaucher dès maintenant une véritable œuvre constructive.

Ces principes étant posés, la doctrine du Parti se rapproche de la doctrine syndicaliste : le but à atteindre par des moyens identiques, c'est accompagner l'évolution générale de l'économie capitaliste par une succession d'innovations socialisantes vers une économie à fin collective, programme qui ne dépasse pas, note M. Allix, « les termes d'un simple radicalisme économique ».

Dans ces quelques lignes qu'il écrivait déjà en mars 1918 dans la revue *Die Glocke*, le socialiste majoritaire Wissell résumait cette nouvelle et rapide évolution du parti socialiste :

« Nous voulons que les multitudes fourmillantes des populations laborieuses atteignent un résultat, dès aujourd'hui et dans l'Etat présent. C'est dans cet Etat que nous vivons ; et nous ne pouvons pas le nier. Notre tâche prochaine est de réformer et de parachever sa structure. Veulent-ils une politique de réalités ou une politique d'illusions ? C'est là-dessus que nos électeurs auront à se prononcer ».

CHAPITRE III

De l'idéologie aux réalités

Le Socialisme volontariste

Le déplacement des préoccupations majeures des Syndicats allemands au cours des deux années qui ont suivi la guerre, constitue un glissement évident de l'idéologie aux réalités. Avant la guerre, la politique bismarckienne de « la main de fer dans le gant de velours » était partiellement arrivée à intégrer dans l'Etat les forces patronales et ouvrières. Les chefs d'entreprises, liés à l'Administration par une même sympathie pour la bureaucratie et l'impérialisme économique, avaient permis à l'Etat de résoudre avec succès d'importants problèmes d'expansion économique. Par la persuasion et par une législation sociale avancée, on avait rallié les organisations ouvrières à ces mêmes ambitions. La puissance et la prospérité semblaient garantir la perennité à cette troublante association d'éléments cependant si opposés. La guerre força cette domestication des forces productives nationales, mais, on l'a vu, en inclinant de la droite vers la gauche, le contre-poids de l'Etat.

Après la défaite, l'Etat s'effondre et les deux grands groupements industriels restent face à face. La Social-Démocratie, qui a pris le pouvoir et à qui incombe le maintien de l'ordre dans le nouveau Reich, va désormais louvoyer entre ces deux forces industrielles, qui ont une tendance marquée, l'une et l'autre, à se dégager de son emprise pour mieux imposer leurs vues. C'est que l'industrie veut s'éva-

der du socialisme étatique de guerre, à son goût un peu trop encombrant, tandis que les syndicats, surpris à la fois par leurs succès et l'absence d'un plan, serrent les rangs pour résister au regroupement et au réveil des forces patronales. Alors, dans les mois qui suivent, on assiste à un déplacement rapide d'influences, qui se fait en trois étapes : l'abandon des projets de « Planwirtschaft » des théoriciens socialistes, dont il ne restera que la loi socialisante « de consolation » du 23 mars 1919; « l'ancrage » dans la Constitution de Weimar, des conseils conformes aux dernières velléités socialisantes des syndicats ouvriers; enfin, le réveil de la volonté patronale qui, installée dans le système paritaire, en profitera pour vider de leur contenu ces cadres mort-nés du socialisme.

L'Arbeitsgemeinschaft

Sitôt après la guerre, ouvriers et patrons reprennent contact : la place semble appartenir aux premiers ; pleins de leurs succès, il font penser aux braves prolétaires à qui vient d'échoir le gros lot. Vastes projets, mais non moins grand embarras. Par quel bout fallait-il commencer ... Les patrons pourraient sans doute donner un avis ; on va les interroger.

Ceux-ci ont une pleine conscience de la faiblesse de leur position. Mais ils ne se sentent pas sans moyens, et, puisqu'ils ne peuvent attaquer l'adversaire de front, ils se préparent à le manœuvrer. On s'observe et on s'organise. Au début de 1919, les Syndicats socialistes comptent 7.500.000 adhérents ; ils fondent, le 4 juillet 1919, au Congrès de Nuremberg, la Ligue générale allemande des Syndicats ; à leur tête, un Comité directeur dont le président est Karl Legien, le vétéran des luttes syndicales ;

à côté d'eux, les Syndicats libéraux ou Syndicats Hirsch-Duncker, qui groupent environ 160.000 adhérents, sont sans grande importance. Plus nombreux sont les Syndicats chrétiens qui comptent alors un peu plus d'un million de membres. La ligue est constituée sous l'angle strictement professionnel et ne fait pas de politique.

En face, les industriels se groupent en deux vastes associations puissantes : l'Union Centrale de l'Industrie Allemande, de caractère purement économique, et la Fédération des Associations Patronales, de caractère exclusivement social. L'Union Centrale, qui se décompose en 25 groupes différents correspondant aux diverses branches de l'industrie, a été fondée en février 1919 et a à sa tête une Commission générale de 140 délégués et un Comité directeur de 60 membres comprenant naturellement les plus grands noms industriels de l'Allemagne (1).

Le problème de la démobilisation a été, comme nous l'avons vu, l'occasion d'une reprise de contact entre les deux partis. Le terrain de rencontre sera l'Arbeitsgemeinschaft, ou Communauté Centrale du Travail.

Le 15 novembre 1918 a été fondée la Communauté Centrale de Travail de Berlin, ayant à sa tête un Comité directeur et une Commission centrale avec une Commission restreinte chargée d'expédier les affaires courantes. Cet organisme, dont la création n'alla pas sans difficultés, dominait un réseau d'Associations communes groupant les 25 branches de l'industrie allemande. Elle avait pour objet d'apporter une solution à toutes les questions économiques et sociales intéressant l'industrie, et à toutes les affaires

(1) J. Chappey, l'Organisation économique allemande, dans la Revue de Paris N^{os} 11 et 13, du 1^{er} juin 1920 et du 1^{er} juillet 1920.

législatives ou administratives les concernant, par un accord des parties réunies suivant le principe paritaire.

L'Arbeitsgemeinschaft rendit des services incontestables lors de la démobilisation des troupes allemandes, et on devait y discuter par la suite, de nombreuses questions professionnelles : journée de 8 heures, procédure d'arbitrage, salaires, etc... Son activité ne devait cependant pas dépasser celle que réclamait une œuvre de circonstance ; en effet, dès octobre 1919, l'Union des Ouvriers Métallurgistes Allemands se retirait de la Communauté Centrale et elle fut suivie en mai 1920, par l'Union des Ouvriers Allemands du Bâtiment, si bien qu'à cette époque, 2 millions 1/2 d'ouvriers des Syndicats libres avaient déjà quitté la Communauté de Travail.

Que s'était-il passé ? Si la Communauté de Travail a échoué, c'est qu'elle répondait beaucoup plus, comme le fait observer très justement M. J. Chappey, à l'établissement d'un compromis qu'à la réalisation d'un idéal (1). Si les industriels en avaient accepté le principe, s'ils étaient entrés dans les Communautés de Travail, c'est que dans ces organismes ils ne se sentaient plus en infériorité comme dans les Assemblées parlementaires. Placés dans un organisme paritaire, ils se trouvaient même d'un coup en posture privilégiée, puisqu'ils disposaient de moyens d'information et d'action supérieurs à ceux que possédaient les délégués ouvriers. C'est pourquoi les industries parurent même y être plus attachées que les ouvriers. C'est le Dr Sorge, directeur chez Krupp et président de l'Union Centrale de l'Industrie Allemande, qui déclare dans le « Rheinisch-Westfälische Wirtschaftsdienst » qu'on aurait tort de conclure trop rapidement de la faiblesse des pre-

(1) J. Chappey, op. cit. p. 658.

miers résultats des Communautés de Travail, à leur inutilité, puisque « il s'agit, dans ces Communautés, d'accorder des intérêts qui restèrent pendant de nombreuses décades sur des positions diamétralement opposées, à une époque où l'on tenait, dans chaque camp, le partenaire pour un ennemi et que c'est justement cette animosité que la Communauté de Travail se propose d'écarter » et il ajoutait qu'à son avis, au reste partagé par de nombreux amis, « l'idée de la Communauté de Travail était une des bases les plus importantes, sinon la plus importante, pour l'amélioration de l'économie allemande ». De même, le Dr Koehler disait dans le « Deutschen Arbeitgeber-Zeitung », son espoir d'écarter par la Communauté de Travail « cet égoïsme des masses et cette idée de la lutte de classes, dont la violence destructive rend impossible toute véritable activité économique ».

Du côté ouvrier cependant, on ne se laissa pas prendre longtemps à la double face de la classe patronale et la nécessité de la lutte de classes s'imposa vite avec plus de conviction que jamais. M. Clemens Nöpel, un des directeurs de l'Union des Syndicats, observe dans le « Vorwaerts » que « l'esprit de la Communauté de Travail n'a pas grande signification, étant donné la direction actuelle de l'Economie » ; il ajoute que la classe ouvrière « n'aura un droit de regard dans l'Economie que du jour où elle s'en sera emparée de force » et que, pour atteindre ce but, il est préférable « de ne pas avoir les mains liées ». Peut-être, cependant, certains syndicalistes faisaient-ils preuve de plus de souplesse lorsqu'ils incitaient dans le « Deutschen Werkmeister-Zeitung », les syndicats à demeurer dans les Communautés de Travail, « ce qui ne veut pas dire — ajoutaient-ils — que nous abjurions l'idée de lutte des classes, car nous lui restons attachés après comme avant ; mais nous entendons l'utiliser non pas comme un but en soi,

mais comme un moyen d'imposer nos revendications économiques. La Communauté de Travail n'est pas l'organe d'une somnolente harmonie, mais un bon terrain de lutte pour la défense de nos intérêts » (1).

En 1920 on se prépare, en effet, à la reprise de la lutte des classes. La mobilisation n'est pas la guerre ; mais on sent déjà que le compromis ne sera pas de longue durée.

La Planwirtschaft

De l'idée de l' « Arbeitsgemeinschaft » il ne restera que deux vestiges : les constructions utopiques de la Planwirtschaft — qu'il convient de rappeler parce qu'elles donnent une idée de l'atmosphère socialisante de cette époque, mais sur lesquelles on n'insistera pas davantage, en raison de leur caractère très politique — et le début de réalisation des Conseils, plus attrayant parce que d'inspiration et d'essence plus professionnelles, donc plus syndicalistes.

Ces plans de socialisation générale de l'économie, auxquels sont attachés principalement les noms de Walter Rathenau, Rudolf Wissell et Moellendorf, avaient pour but l'abandon immédiat de l'économie conventionnelle et anarchique du capitalisme d'avant-guerre, à laquelle on aurait substitué une économie collective, organisée suivant le principe paritaire, et avec le contrôle de l'Etat.

Immédiatement rejetée par la Commission générale de Socialisation, la « Planwirtschaft » de Moellendorf et Wis-

(1) Handwörterbuch der Staatswissenschaften-Arbeitsgemeinschaft.

Soziale Praxis und Archiv für Volkswohlfahrt 1920, N° 64, p. 1540.
J. Reichert. — Entstehung, Bedeutung und Ziel der Arbeitsgemeinschaft.

25 Jahre Arbeitnordwest 1904-1929.

sell, dont l'échelon inférieur devait être constitué par les conseils ouvriers d'exploitation et qui, pour la seule industrie du fer et des métaux prévoyait quelques 125 groupements économiques, connu, au cours de ces mois, une fin peu glorieuse. Le Cabinet du Reich repoussa notamment la cartellisation obligatoire de toutes les branches de l'industrie.

En fait, personne ne voulait de la « Planwirtschaft ». Les membres socialistes du Gouvernement voyaient dans ces constructions le plus grave danger pour la réalisation complète du socialisme. Le Chancelier Gustav Bauer, ancien vice-président de la Commission générale des Syndicats socialistes, craignait que l'unité du Reich ne fut mise en danger, si l'on remettait toutes les rênes de la vie économique à une organisation centralisée à Berlin.

La « Planwirtschaft », aux origines nettement politiques, ne rencontra jamais, d'autre part, une très grande popularité dans les milieux syndicalistes, où l'on a toujours redouté ces constructions centralisées dont le cerveau devait résider à Berlin. C'est l'instant de rappeler la publication au *Bulletin officiel de la Commission générale des Syndicats socialistes* du 16 décembre 1918, où il était dit que : « si désirable que soit la socialisation rapide des moyens de production, si décidé qu'on soit à tout effort sérieux dans ce sens, il est nécessaire de prendre en considération la vie nationale de la population ; il convient de travailler à la reconstitution de l'économie dans le régime de production actuel, sans perdre son temps à faire des expériences socialistes » (1).

On accorda cependant aux utopistes de la « Planwirtschaft », une fiche de consolation qui prit la forme des deux

(1) Cité par M. Allix dans son cours.

lois du 23 mars 1919, l'une sur la socialisation, l'autre sur l'économie du charbon, lois qui posent surtout des principes moraux comme ceux de l'obligation du travail et du droit au travail, mais qui s'en remettent pour l'application pratique, à des décisions ultérieures.

En ce qui concerne la réforme du régime économique du charbon et de la potasse, la loi de mars 1919, qui devait inspirer l'article 156 de la Constitution de Weimar et qui se proposait « d'aménager les entreprises et associations économiques sur une base autonome, afin d'instaurer une coopération de tous les travailleurs intervenant dans la production, et de faire participer à l'administration les patrons et les ouvriers, et de régler la production et les prix dans l'intérêt collectif », ne donna à ces principes qu'une apparence de réalisation. De tous ces plans, de tous ces organismes, il ne reste, en somme, que le souvenir, quelques cadres à peu près vides.

Les Conseils

Le réalisme syndicaliste va apparaître en pleine lumière, avec toutes ses incertitudes, dans la conclusion qui sera donnée au problème des conseils, nouvelle construction socialisante et qui branlera dès sa naissance, à la suite des discussions que souleva cette institution à l'intérieur des syndicats.

Ce que l'on se prépare à développer, c'est le Système des Conseils d'Entreprises, né de la loi de 1916 (1). Mais le principe de cette institution souleva, dès qu'il en fut à nouveau question dans les milieux syndicalistes, des objec-

(1) Voir supra — Ch. II. Les syndicats pendant la guerre, p. 15.

tions graves, des discussions passionnées, qui prirent toute leur ampleur au Congrès de Nuremberg de juillet 1919. Le thème adopté était, en somme, le suivant : « sur les moyens les plus propres à étendre le principe paritétique des questions de salaires et des conditions du travail au problème de l'utilisation de ces forces et des moyens de production par l'édification d'un organisme social ».

Le principe des Conseils, une fois adopté, soulevait, en effet, dans ses modalités d'application, des difficultés sans nombre, du fait que les délégués ouvriers, suivant leurs aspirations plus ou moins révolutionnaires, s'en promettaient des résultats de portées très différentes. Si, en effet, l'unanimité des congressistes se ralliait à la nécessité de confier aux conseils d'usines le soin d'activer le passage de l'économie privée à l'économie socialiste, les opinions s'avéraient très divergentes sur la forme des rapports à établir entre ces organismes et les syndicats, ainsi que sur la durée qu'il convenait de réserver à cette transition.

Or, tandis que les syndicats agitaient cette question à Nuremberg, les socialistes s'en entretenaient également à la même époque, à Weimar. Ici, ce sont les indépendants, radicaux, qui proclament que tous les citoyens sont des travailleurs. Il ne peut être question de parité, ni d'égalité devant le travail. Les conseils d'exploitation hiérarchisés régleront à la fois les questions politiques et économiques. Il n'y a cependant pas expropriation, comme dans le socialisme russe, mais on pose que le droit de propriété contient une obligation corrélative pour ceux qui en profitent, et qui justifie la soumission de l'exercice de ce droit à un pouvoir supérieur de contrôle. Sinzheimer, représentant le point de vue social-démocrate, défend, au contraire, cette idée que la démocratie sociale doit doubler la démocratie politique, mais qu'elle ne doit pas la supprimer. Encore ne convient-il pas d'opposer les deux organismes correspon-

dants à ces deux catégories distinctes, mais bien de soumettre l'économique au politique, en ne laissant notamment au premier qu'un rôle consultatif. Et Sinzheimer propose la constitution d'un système pyramidal : conseils des travailleurs d'exploitation, de district, et du Reich : toutes corporations de droit public, qui se tiendront en rapport avec les syndicats déjà existants. A ces syndicats, on s'en remettra pour la réglementation des questions de salaires et de durée du travail, qui ne peuvent être réglées à l'intérieur des usines. C'est la recherche de l'équilibre, tel qu'il a été prévu dans les « Arbeitsgemeinschaften ».

A Nuremberg, radicaux et conservateurs se heurtent sur le rôle qu'il convient d'accorder aux syndicats. La nuance extrémiste, représentée par Richard Müller, déclare que « le Prolétariat a besoin aujourd'hui d'organisations nouvelles, en vertu de circonstances nouvelles d'ordre politique et économique ». Ces nouveaux organismes seront les « conseils d'exploitation qui renferment toutes les grandes et puissantes forces productrices du peuple ». Et il demande que les « syndicats s'adaptent à ces circonstances nouvelles », en fusionnant avec les Conseils. Mais Leipart, représentant des modérés, défend contre cette prétention le même point de vue que la Social-Démocratie à Weimar. Il entend que les syndicats contrôlent l'action des conseils, mais il se refuse à s'engager plus avant. Richard Müller lui reproche alors de n'avoir rien de plus pressé que de « rétablir le vieux capitalisme étatique effondré ». Et Leipart démontre, une fois de plus, que le rôle des syndicats est d'abord de défendre les possibilités du travail et de la production.

A Nuremberg comme à Weimar, les modérés pensaient que l'idée fondamentale du système des conseils était l'émancipation de l'économie qu'il fallait libérer de la politique, ce qui était exactement le contraire du point de vue

radical qui voulait « politiser » l'économie. L'exposé des motifs des modérés, rédigé en vue de l'approbation de l'article 165 de la Constitution, disait que : « La législation dans son essence est trop schématique pour pouvoir saisir tous les détails de la vie économique, et l'appareil administratif public pas assez souple pour pouvoir s'adapter à toutes les évolutions de l'économie ».

Les syndicats avaient saisi à quel point une telle assimilation pouvait devenir grave de conséquences ; car elle suppose que les syndicats ne se bornent plus, comme autrefois, à essayer d'imposer au capital certaines revendications sans se soucier au fond de leurs répercussions sur l'économie. S'ils prennent position, ils engageront leur responsabilité. L'opposition syndicaliste, d'aveugle, deviendra raisonnée, d'autoritaire, persuasive : elle n'aura plus le droit de se tromper.

Les chefs du Syndicalisme se déroberent à cette mission, dont voulait les charger une masse ouvrière qui, ivre de ses derniers succès et pénétrée de sa toute-puissance, tendait à élever l'effondrement provisoire de l'économie allemande à la hauteur d'une disparition de l'économie capitaliste. Eux, comprirent que la tâche qu'on leur demandait ne pouvait pas être entreprise sur les ruines du capitalisme, mais dans son sein vivant et de préférence dans une période de prospérité.

La loi du 8 janvier-4 février 1920 organisa les conseils ouvriers et l'article 165 de la Constitution de Weimar prévoit que : « Ouvriers et employés y collaboreront, sur un pied d'égalité, avec les employeurs, à la réglementation des questions de salaires et de travail, ainsi qu'au développement général économique des forces productives ».

Ces dispositions légales, toutes de principes, ont évidemment remporté un certain succès auprès des ouvriers : ils y voyaient une arme capable de limiter enfin la toute-

puissance de l'entrepreneur dans son usine; le principe des trois degrés, plus lointain, les intéressait déjà beaucoup moins.

*
* *

Les syndicats n'ont donc défendu que très mollement le système des conseils d'exploitation. C'est qu'ils craignaient d'abord que ces conseils constituassent dans l'esprit de leurs adhérents des organismes en quelque sorte concurrents et dont l'activité eût été susceptible de faire pâlir les succès obtenus par les syndicats, crainte que l'avenir justifiera et que la classe patronale, d'ailleurs, ne manquera point d'exploiter. Enfermé dans l'usine, le conseil d'exploitation est plus près de l'ouvrier; c'est un peu sa chose; modéré, il en attend une occasion plus voisine de coopérer; radical, une chance plus certaine de contre-battre l'adversaire. Les chefs syndicalistes avaient vu juste : nul doute que la crise syndicaliste des années 1923-1924 ne puisse s'expliquer en partie par cette circonstance.

En dépit d'ailleurs de l'insuccès que devaient rencontrer, par la suite, les conseils d'exploitation, cette crainte perce encore dans le rapport au 13^e Congrès des Syndicats, que rédigea Naphtali : « Quelques importantes, dit-il, que soient les fonctions des conseils d'exploitation dans toutes les questions qui touchent à l'organisation des conditions de travail et au travail pratique dans l'exploitation, il est néanmoins évident que les conseils d'exploitation peuvent exercer une influence décisive sur la direction et la forme de l'économie. Si le conseil d'exploitation cherchait à jouer un tel rôle dans l'exploitation, il se créerait nécessairement dans la direction et dans l'orientation de l'économie un certain égoïsme d'exploitation qui serait très vite contraire à l'idée de démocratisation de l'économie. En pénétrant

pratiquement dans l'économie, les syndicats doivent se rendre un compte exact de leurs vrais devoirs. Aux conseils d'exploitation doit revenir ce qui correspond à leur nature : surveiller les conditions de travail dans l'exploitation, surveiller la réalisation de la rationalisation, voilà où doit s'exercer leur influence. La participation à la direction des entreprises est une question qui ne peut être résolue par la classe ouvrière, mais par ses associations professionnelles et par l'organisation tout entière des syndicats ». Naphtali ne semble pas attacher un grand poids à l'article 165 lui-même. Dans son livre, il pose même que les conseils sont des organismes économiques par essence absolument privés, reconnus par la loi, opposés donc aux syndicats dont les buts et les méthodes ignorent l'Etat ; pour ces raisons, il conclut que les conseils ne forment pas le prélude d'une démocratisation de l'économie ; ils sont, tout au plus, de bonnes écoles de formation pour les ouvriers (1).

Mais les conseils ouvriers ne constituaient pas seulement pour les syndicats des organismes concurrents. Manœuvrés par des mains habiles, ils pouvaient devenir une arme grave retournée contre les syndicats ; et ces mains peuvent être celles des gens appelés à siéger dans les conseils mêmes, comme les communistes ou les syndicalistes de nuance chrétienne ou Hirsch Dunker, qui, à maintes reprises, notamment à l'époque de la Ruhr, débordèrent les délégués des syndicats socialistes.

Ou bien ces mains seront souvent celles des patrons, dont la politique fut de vider de leur contenu les cadres paritaires des conseils. Paralysés dans le domaine politique où le socialisme est maître, les industriels vont manœuvrer

(1) Naphtali, op. cit. p. 153.

sur le terrain économique et social. Menacés de n'avoir plus du tout voix au chapitre dans le cas de l'établissement d'un système socialiste, ils vont remonter à la surface, grâce aux organismes paritaires. Alors, mieux outillés, plus expérimentés, ils se joueront des délégués ouvriers qui n'avaient nullement la préparation technique et intellectuelle générale nécessaire pour remplir utilement leur rôle. Toutes les questions économiques et sociales qui étaient réservées aux organisations paritaires échappaient du même coup, tout au moins partiellement, aux influences de l'Etat, favorable par principe au point de vue syndical (1).

Si, enfin, les conseils d'ouvriers ont échoué, c'est qu'une usine ne peut être organisée démocratiquement comme un organisme politique quelconque, parce qu'elle fait partie d'un tout économique, dont la gestion dépasse les facultés de son personnel, ouvriers et même parfois entrepreneur, dont l'autorité, souvent enfermée dans d'étroites limites, est soumise à des directives d'un rayon supérieur. Après les Anglais qui ont abandonné le système des conseils Whitley, les Allemands ont, à leur tour, reconnu « que la voie vers une véritable coopération à la direction de l'Economie n'est pas celle des conseils d'usines ».

*
* *

Communauté de Travail, Socialisation. Conseils ouvriers, autant d'inventions dans lesquelles certains voyaient déjà les piliers de l'ordre futur ; ils n'étaient, en fait, que les derniers échos du socialisme de guerre.

Echec sans conséquence ? On ne saurait l'affirmer. Dans cette époque de vie intense et de violentes aspirations, des

(1) J. Chappey, op. cit. p. 657.

espoirs vivaces étaient nés ; ils avaient reçu un début de réalisation. Qui pourrait dire jusqu'à quel point la déception, qui vint ensuite, ne contribua pas à rejeter les masses syndicalistes vers la lutte des classes, vers la mystique de la dictature du prolétariat. On avait manqué l'occasion une fois, mais on la ferait bien renaître.

Cependant, tandis que les socialistes ratiocinaient sur l'économie de demain, les patrons s'emparaient des réalités.

Les Réalités économiques

« En novembre 1918, lorsque l'ancien ordre de choses s'écroula, tout le monde, écrit M. J. Bonn, eut l'impression en Allemagne, que ce n'était pas seulement une révolution politique qui s'était accomplie, mais qu'on assistait au début d'un profond bouleversement social » (1). Psychose qui reparaitra en 1931. Lorsqu'en Allemagne la courbe de la philosophie du devenir, qui nie le principe de la rigidité des cadres-refuges, vient couper un palier de crise économique, l'esprit allemand heurté conclut à la probabilité d'une révolution : « La fin du capitalisme », par exemple. La thèse marxiste de la catastrophe, l'expérience voisine de la Russie n'influençaient pas que les idéalistes de gauche. La croyance était générale au « crépuscule des dieux du système capitaliste... et à la venue d'un printemps d'humanité ».

Nous avons vu l'Etat, effondré par la défaite, laisser seuls face à face l'industrie et les ouvriers qu'une syndicalisation mi-spontanée, mi-obligatoire avait plus que jamais

(1) M. M.-J. Bonn : La véritable révolution sociale — Die Neue Rundschau, numéro de mai.

fortifiés. Les chefs patronaux s'étaient alors agenouillés devant les chefs des syndicats qui crurent un instant à l'avènement de l'Economie collective. Le message devenait annonciateur dans lequel l'Empereur, depuis déchu, annonçait son désir de voir « le peuple allemand collaborer d'une manière plus efficace aux destinées de la Patrie ». Mais les chefs n'avaient pas de plan et ils refusèrent avant qu'elle ne leur ait été offerte, la démission des chefs d'entreprise. Les syndicats avaient la puissance, mais ils manquaient d'idées ; les patrons n'avaient que leurs moyens, mais ils s'en contentèrent. La Révolution justifiait en fin de compte le Capital qu'elle avait voulu détruire.

En février 1919, la guerre était terminée depuis trois mois à peine ; Hugo Stinnes déclarait : « Les grands industriels, tous les chefs de la vie économique retrouveront un jour leur influence et leur pouvoir. Ils seront rappelés par le peuple dégrisé, à demi-mort de faim, qui aura besoin de pain et non de phrases ». Rappelés, ils l'étaient déjà et, dans le camp syndicaliste, les réalités ne tarderont pas à s'imposer, impératives.

Les industriels allemands, sans perdre de temps, reprennent possession des leviers de commande. S'ils n'ont pas de plan, ils ont un but, toujours le même : « L'industrie est la racine maîtresse de l'arbre économique allemand ; si on ne réussit pas à lui rendre vie, jamais les branches ne se redresseront ». Mais ils réussiront. Entre temps, en effet, l'inflation monétaire est née qui va développer ses effets.

L'industrie allemande ne l'a pas voulu, mais elle l'a regardée « dans les yeux ». Elle va s'y installer et l'exploiter scientifiquement. « Ses chefs, explique M. M.-J. Bonn (1), avaient compris la ruse qui consiste, pour l'industriel, à pré-

(1) M.-J. Bonn : *Das Schicksal des Deutschen Kapitalismus*, p. 19.

céder toujours d'une minute la hausse générale des prix, à transformer sans attendre leurs recettes en marchandises ou devises-or et à se faire avancer sur ces marchandises des sommes maxima que l'on transforme en valeurs et que l'on ne remboursera que lorsque cet argent monétaire se sera déprécié jusqu'à zéro. Alors, l'industrie allemande se remet à tourner. Elle reprend son activité et la développe en dehors du cadre monétaire. Elle vit sa vie, sur un immense quiproquo, que d'autres pays d'ailleurs exploitent en même temps qu'elle.

On ne reprendra pas ici cette histoire de l'inflation monétaire allemande qui a déjà retenu l'attention de très nombreux écrivains. Elle est aujourd'hui connue : M. Gaston Raphaël en avait dépeint le côté plutôt industriel et économique, social même, avec une abondance de faits et de références qui en font un ouvrage précieux pour qui veut étudier cette troublante période de l'histoire allemande. M. Max Hermant, récemment, s'attachant davantage au point de vue philosophique, a livré à nos méditations des pages lumineuses dans lesquelles, en parlant d'une situation donnée et de l'âme allemande, il nous aide, suivant les termes de M. Henri Lichtenberger dans son introduction, « à comprendre le drame dans son déterminisme profond, dans ses significations intimes (1).

Retenons pour le point de vue social qui nous occupe, que cette prospérité factice facilita aussi longtemps que dura la période de dépréciation monétaire lente, les relations entre patrons et ouvriers. Que l'inflation ait vidé l'Allemagne de sa substance, ou qu'elle ait simplement

(1) Gaston Raphaël : L'industrie allemande.

Max Hermant : Les Paradoxes économiques de l'Allemagne moderne.

déplacé les fortunes à l'intérieur de l'Allemagne, il reste que deux groupes au moins bénéficiaient de cet artifice, et c'étaient les groupes économiques. Vivant dans le « relativisme monétaire », les patrons avaient trouvé dans l'inflation un moyen exceptionnel pour échapper aux effets des revendications de leurs ouvriers. Et ceux-ci, appuyés par des Gouvernements socialistes, ne se faisaient pas faute de profiter d'une conjoncture introuvable. Enfermés dans le sein de cette économie sans frein, les syndicats sont obligés de faire jouer quotidiennement le mobile acquisitif. La classe patronale résiste mollement à l'édification d'une législation sociale munificente, en apparence du moins, car elle porte elle aussi sur la matière monétaire fuyante.

C'est l'époque de la reconnaissance juridique définitive des contrats collectifs de travail que l'on substitue de plus en plus fréquemment aux contrats individuels, d'où une nouvelle et très importante restriction de la liberté des chefs d'entreprise sur le marché du travail.

Pendant la guerre, les syndicats étaient déjà parvenus à convaincre les autorités militaires de la nécessité d'imposer aux industriels le système des contrats collectifs, et l'accord de novembre 1918 qui instituait la Communauté de Travail et reconnaissait dans les syndicats les représentants officiels de la classe ouvrière, décidait que « les conditions de travail seront arrêtées pour chaque métier dans des accords collectifs rédigés avec la participation des organisations syndicales ouvrières ». La loi du 23 décembre 1918 a sanctionné cet état de choses.

Le plus curieux est que ces contrats collectifs rendirent de grands services pendant la période d'inflation, en adaptant les salaires à la hausse des prix, déclenchée par la dévalorisation du Mark, avec une rapidité et une sûreté qu'il eût été impossible d'atteindre par le système ancien

des contrats individuels. Aussi, les industriels eux-mêmes s'en accommodèrent. Fin 1918, on avait enregistré 7.819 contrats collectifs concernant 107.503 entreprises et 1.127.690 ouvriers. En 1921, ces chiffres étaient respectivement de 11.488, 697.476 et 12.882.874.

C'est également à cette époque que se vulgarise la pratique de la procédure d'arbitrage qui aboutit à faire tomber sous le pouvoir politique la fixation des salaires. Cette question est d'ailleurs intimement liée à la précédente et elle découla en même temps qu'elle, de la loi du 23 décembre 1918. Or, la loi de 1916, qui avait introduit la procédure d'arbitrage, prévoyait simplement qu'une situation de droit venait sanctionner l'accord préalable des parties. La loi de 1918 va plus loin, quand elle stipule que l'organisme chargé de la procédure « prête son concours lors de la conclusion d'accords collectifs ». De ce texte, il résulte, en effet, que l'Etat, représentant en principe la collectivité, intervient pour arbitrer et éventuellement pour imposer sa solution aux parties. Etant donné que la constellation politique au pouvoir pendant la période d'inflation fut presque constamment favorable aux syndicats ouvriers, il n'est pas difficile d'imaginer de quel côté penchait l'arbitrage et par suite, les syndicats avaient intérêt à le faire jouer le plus souvent possible.

C'est enfin de cette époque que date l'organisation de l'assurance-chômage, qui s'inspire du principe que l'économie est chose de la collectivité, et qui renforça singulièrement la capacité de résistance de la classe ouvrière.

La première législation sociale du Monde s'est ainsi édiflée dans le pays qui fit la plus grande inflation monétaire de tous les temps. La présence du socialisme au pouvoir explique la naissance et les liaisons de ces deux circonstances, et l'inflation, tout à la fois la grandeur de cette législation et sa fragilité.

*
* *

On put constater cette faiblesse dès 1923, lorsque le plan de l'inflation prit une inclinaison trop rapide. La valeur du Mark s'amenuisait de jour en jour, bientôt d'heure en heure. L'industrie allemande entre dans une crise très dure ; le pourcentage des chômeurs chez les membres syndiqués est, en décembre, de 28 0/0, celui des chômeurs partiels de 42 0/0.

L'inflation arrivée à ce point aigu menace l'industrie qu'elle a artificiellement excitée, et les acquisitions sociales dont elle a favorisé l'éclosion. Les salaires calculés d'après le change officiel, artificiellement soutenu, s'effondrent tandis que montent les prix branchés sur les monnaies-or. A fin novembre, enfin, on établit des salaires-or, mais qui ne représentent que 30 à 40 0/0 des salaires d'avant-guerre. Ce sont cependant ces salaires que les patrons vont essayer de défendre comme base. Ils s'efforceront notamment d'obvier à l'effet des relèvements de salaires, en comprimant l'écart existant entre les salaires des manœuvres et ceux des ouvriers qualifiés, ce qui aura pour résultat de mécontenter ces derniers et d'affaiblir les convictions de ces meilleurs soutiens de l'esprit syndicaliste.

De même, la procédure d'arbitrage apparaît bientôt comme une arme à deux tranchants. Dominée par le Ministre du Travail, elle est, en réalité, affaire de Gouvernement. Car, si la loi prévoit que la décision s'inspirera d' « une appréciation exacte de la situation générale », cette appréciation pourra sans doute être dirigée par une administration impartiale, mais elle pourra également subir l'influence de la constellation politique au pouvoir.

Cette conclusion est si naturelle que Seidel, après l'avoir rejetée, admet que l'intérêt des syndicats est de disposer

au Parlement d'une puissante représentation. Tenant compte de cette observation et du fait que le Reichstag fut presque constamment dominé, depuis 1918, par les socialistes, nous nous expliquons que les syndicalistes se félicitent d'une loi qui a fait presque constamment appuyer leur position par le Ministre du Travail lors de multiples procédures d'arbitrage.

On le vit bien en 1923, lorsque les industriels ayant retrouvé toute leur autorité, prétendirent à nouveau peser sur des salaires qui, calculés en or, ne représentaient plus la moitié des salaires d'avant-guerre. La résistance des syndicats semblait équitable et cependant l'Etat, qui cherchait à rétablir sa situation, opina pour le point de vue patronal. Les syndicats, cette fois, prisonniers de la procédure d'arbitrage et du lien de la collectivité, devaient comme autrefois payer les errements d'une folle politique monétaire et industrielle.

Ce fut là d'ailleurs une exception, et la procédure d'arbitrage engendrera dans la période suivante de tels abus qu'on devra la réformer.

La crise syndicaliste de 1924

L'effondrement du mark déclencha en 1924 sur l'industrie et les syndicats ouvriers, une crise qui s'accompagna chez ces derniers de troubles intérieurs spécifiques longtemps contenus.

Les chefs des syndicats étaient devenus en 1918, au dire même des patrons, des personnages véritablement indispensables. On ne faisait rien sans demander leur avis. Leurs bureaux constituaient, notamment, les vrais centres officiels de démobilisation ; d'où une véritable inflation de nouveaux adhérents qui améliorait la statistique et

— détail non moins important — la situation des Caisses syndicales. De 2,5 millions en 1914, les syndiqués étaient passés à plus de 7 millions après la guerre.

Or, les cadres syndicalistes n'étaient pas préparés à une telle invasion. Il fallut les élargir, recruter des fonctionnaires payés ou bénévoles, que l'on n'eut pas le temps de mettre au courant de l'esprit syndical. D'autre part, les nouveaux éléments étaient de valeur très inégale. Quémanteurs ou radicaux, leurs convictions étaient souvent absentes ou négatives. Ce qu'ils gagnèrent en quantité, les syndicats le perdirent largement en qualité.

Dans cette masse remuante, l'optimisme syndicaliste faisait place au pessimisme prolétarien, à l'esprit professionnel succéda vite le radicalisme de la lutte des classes, d'autant que de nombreux communistes « noyautaient » les syndicats socialistes et travaillaient à semer la discorde. Les chefs ne comprenaient pas, qui, les yeux rivés sur la statistique, s'efforçaient avant tout de barrer la route aux défections.

*
* *

Sur quoi, l'industrie fuyant la dévalorisation monétaire, se concentre et cherche son refuge dans les fameuses constructions verticales. Par raison de technique et également d'économie, les syndicats accompagnent le mouvement. La généralisation de la mécanisation, qui permet à de nombreux ouvriers de passer sans difficulté d'une industrie à une autre, facilite aux uns et aux autres, cette transformation de leur structure. Mais ces masses de bataille, sont plus liées par le mobile acquisitif que par les affinités professionnelles. Cartels du Travail, dressés contre les Cartels du Capital, que l'instabilité des indices meut sans arrêt, ils enregistreront dans cette voie des succès non négligea-

bles. Mais la lutte des classes prend bientôt une physionomie matérialiste et brutale. Dans ces bagarres, il n'y a plus place pour l'idéal (1).

Le tarif collectif eut, enfin, un résultat inattendu. Plus cette institution se généralisait, depuis surtout qu'elle avait été légalisée, plus elle apparaissait aux yeux des syndiqués comme un acte de pure administration qui ne relevait plus des syndicats.

Les troupes se radicalisent, les chefs sont satisfaits et jaloux des Conseils qu'ils auraient dû défendre mieux par intérêt professionnel : le dogmatisme déterministe se double du conservatisme bureaucratique, c'est la « fossilisation marxiste sous la forme d'une diminution de la qualité individuelle de ses dirigeants », dont parle M. Henri de Man.

En 1923, les syndicats socialistes allemands ne comptent plus que 5.749.000 adhérents contre 7.890.000 en 1920/22, et c'est la crise du syndicalisme.

Quel est, en 1924, après ces difficultés, l'état de la pensée syndicaliste ? Les chefs, revenus de nombreuses illusions, sentent d'abord le besoin de regrouper leurs forces. Ils posent que leur but le plus pressant est de monopoliser le travail dans les organisations syndicales, parce que le travail est lié à la fortune de l'économie existante, mais qu'il s'agit pourtant d'empêcher que la rentabilité des entreprises, dont le succès des mesures de socialisation est fonctionnel, ne soit prise à prétexte chaque fois que l'on se propose d'obtenir des décisions en faveur du Travail. Ils laissent percevoir dans leurs écrits, qu'ils s'opposent au nom de la défense professionnelle aux manœu-

(1) Dr G. Briefs : *Zur Kritik der Klassischen Gewerkschaftstheorie*, N° 64 du 22 décembre 1920 de la : *Soziale Praxis und Archiv für Volkswohlfahrt*.

vres des deux adversaires, dont l'étreinte étouffe les syndicats : Contre les communistes, ils défendent la nécessité de rétablir l'écart entre le salaire des manœuvres et celui des ouvriers qualifiés ; Contre la ruse patronale, qui, répétant sa politique de décomposition à l'intérieur des Communautés de Travail, cherche à opposer les Conseils d'usine aux syndicats, ils rappellent à leurs adhérents que le droit professionnel prime le droit ouvrier, que le syndicat domine le Conseil d'usine, et que les accords obtenus à l'intérieur de ces Conseils, sont de qualité inférieure aux accords collectifs de travail, arrangés par les syndicats et qui seuls prennent force de loi (1).

Le second but, c'est toujours la remise à la collectivité du monopole de l'appareil de production, mais présenté cette fois avec un éloignement qui tenait compte de l'énorme terrain perdu depuis le temps des mesures de socialisation.

Or, il se trouve que ceux qui disposent pour l'instant de cet appareil, vont le soumettre à une seconde expérience. En 1924/31, comme en 1920/24, les industriels allemands partiront brillamment de l'avant sur des données fausses. Après l'expérience de l'inflation, viendra celle de la rationalisation, qui, comme la précédente, se terminera par une crise. L'Allemagne avait échappé à la première par la faillite ; elle jouera cette fois du moratoire quasi-général. Une différence essentielle cependant : La crise née de l'inflation n'engendre pas de troubles sociaux parce que l'on enseignait et que l'opinion publique admettait encore que cette catastrophe était une conséquence directe de la défaite et des Réparations, c'est-à-dire d'un régime poli-

(1) Lothar Erdmann : Der Weg der Gewerkschaften — Die Arbeit N° 1, 1924.

tique disparu et d'un étranger invincible. Cependant, Hitler était né. La seconde expérience, au contraire, fera naître un soulèvement des classes moyennes, autour desquelles se grouperont tous ceux que la crise a expropriés : le syndicat des mécontents, à qui l'on fera admettre que les responsables de la crise sont l'étranger, sans doute, et un étranger à qui l'on doit parler haut, mais au surplus, le régime capitaliste, qui ne bénéficie qu'aux « expropriateurs ». D'où le mouvement national-socialiste.

Mais l'expérience de la rationalisation, tout en préservant encore les conquêtes sociales, affectera, de nouveau, les formes de l'économie allemande : l'industrie se concentrera, se cartellisera, plus puissamment que jamais. Et le spectacle de cette évolution des formes fera renaître dans les vieux cœurs syndicalistes, le déterminisme marxiste. Il ne s'agira plus, alors, de faire du socialisme, mais d'attendre à nouveau qu'il sorte de la prédestination capitaliste. De volontariste, le syndicalisme va redevenir, tout au moins partiellement, mystique. En accompagnant le mouvement, il va se fourvoyer.

CHAPITRE IV

Des réalités à l'idéologie

La Rationalisation

Quelle était donc la situation de l'Allemagne après l'inflation ? Donnons la parole au Professeur M. J. Bonn (1) : « Lorsque la stabilisation de la monnaie eut interdit de faire plus longtemps des fonds de roulement avec du vent, l'économie allemande se trouva seule en face de ses imposantes installations. Et impossible de les faire tourner. Les banques s'étaient elles-mêmes vidées. Le commerce avait perdu son capital. L'épargne était ruinée. Jamais peuple n'avait souffert d'une pareille crise de fonds de roulement... Cette crise monétaire de la stabilisation s'analysait, en définitive, en une crise des débouchés, ou mieux une crise de revenus... Les consommateurs étaient appauvris, le rentier n'avait plus de rentes, le propriétaire ne recevait plus de loyers, l'ouvrier ne touchait plus qu'un salaire réel très mince. Tandis que l'on développait les installations de production, on ravageait le marché intérieur. Pendant l'inflation, le capitalisme s'était dévoré lui-même ».

Par ailleurs, on s'aperçut que cet appareil de produc-

(1) Das Schicksal des Deutschen Kapitalismus, p. 24 et 25.

tion, édifié au cours d'une monstrueuse spéculation financière et au mépris de la loi de rendement qui peut seule déterminer la qualité d'un actif industriel, n'avait qu'une capacité de concurrence très amoindrie. Sous sa forme verticale, l'industrie allemande, créature difforme de la misère monétaire et de la fuite dans les valeurs réelles, appelait une restauration, c'est-à-dire de la technique, des capitaux. « Il faut pouvoir disposer de gros capitaux... Les capitaux sont nécessaires lorsque l'on veut acquérir de nouvelles machines et, par ce moyen, transformer une exploitation complète en vue d'une fabrication intensive », répète le Docteur Karl Koettgen, et les banques allemandes le savent bien, qui écrivent, dans le rapport de leur sixième Congrès de septembre 1925 : « Plus que jamais, l'industrie et l'agriculture dépendent de l'appui des banques ».

Or, nous venons de le voir : les banques allemandes ne pouvaient rien. Mais il y avait les banques américaines qui s'offraient. Accords de Londres, stabilisation du mark, Plan Dawes, autant d'événements étroitement liés. Ce n'est pas par un pur hasard que l'accord de 1924 sur les Réparations, comme du reste son suivant, portent des noms réputés dans les milieux bancaires américains. A cette heure, en effet, l'Amérique, sans s'en douter, marche à une crise de prospérité ; elle éclate de richesses, mais le déséquilibre s'annonce entre les capitaux surabondants et les débouchés qui s'amenuisent. L'Europe, à qui des crises monétaires multiples avaient ravi la confiance en soi, exportait ses capitaux au pays du dollar « inexpugnable » et de la sécurité. Puis, très humble, elle se présentait en emprunteuse chez ce banquier, riche de ses fonds, pour qu'ils se portât caution de cette expérience « à l'américaine ». L'Amérique va donc essayer de forcer les débouchés intérieurs (crédits à la consommation) et extérieurs

(crédits à l'étranger, notamment à l'Allemagne), en mobilisant ces fleuves d'argent.

Un ouvrage allemand, par sa date (1924) et par la position sociale de son auteur, dégage mieux que tous autres l'idée allemande de 1924/25 et sa collusion avec la finance américaine : c'est celui du Dr Karl Koettgen, directeur général des usines Siemens-Schuckert, sur l'Amérique économique. Sa préface commence ainsi : « Par leur intervention, les Etats-Unis d'Amérique ont provoqué le dénouement de la guerre mondiale. Par le Plan Dawes, ils ont mis fin aux efforts de destruction économique. Ils sont la première puissance du monde. Partout en Allemagne, on procède, par des comparaisons avec les conditions économiques aux Etats-Unis : pays des hauts salaires et du machinisme intensifié ». Quels sont les principes que le Dr Karl Koettgen a ramenés de son enquête en Amérique ? Celui-ci d'abord : « Tout ce qui est produit est utilisé, et il doit en être ainsi, car sinon, que ferait-on du surplus. Ainsi on est conduit au principe fondamental : la consommation est fonction de la quantité des produits disponibles » (1), d'où la conclusion naturelle : Il faut organiser le travail humain en vue d'une production maxima. Cette considération prime toutes les autres. Le Dr Karl Koettgen en tire le programme de travail suivant :

« Remplacer le travail humain par le travail mécanique. Disposer les procédés mécaniques nécessaires de telle sorte qu'ils permettent d'obtenir un maximum de production par homme occupé. En recherchant dans le détail les moyens d'y parvenir dans la pratique, on découvre fatalement le principe fondamental pour toute rationalisation du travail : la fabrication par grandes quantités. Lorsqu'on

(1) Dr Carl Koettgen : L'Amérique économique, p. 14.

fabrique une grande quantité d'objets semblables, il suffit d'effectuer une fois les travaux préparatoires, qui exigent beaucoup de travail humain, spécialement intellectuel. La moindre modification de la forme de l'objet fabriqué exige un nouveau travail préparatoire ; aussi doit-on l'éviter. Fabriquer des objets de même nature par grandes quantités, c'est faciliter la surveillance, réduire sensiblement l'activité administrative, ainsi que l'importance du magasinage. L'outillage et les machines exigent un capital de premier établissement d'autant plus important qu'ils sont de qualité supérieure, plus perfectionnés et plus compliqués. Cette mise de fonds ne se justifie que quand l'exécution de quantités suffisantes permet l'utilisation complète de l'outil ou de la machine. C'est surtout le cas lorsque ces derniers sont employés exclusivement pour la fabrication d'un objet déterminé » (1).

L'Allemagne a un plan ; elle va emprunter aux Etats-Unis une vingtaine de milliards de marks et, suivant la formule de M. Max Hermant : « En route pour l'aventure ». L'aventure, c'est la rationalisation.

Les Syndicats ouvriers en face de la Rationalisation

On a vu comment, au cours des années de l'inflation fiduciaire, les syndicats ouvriers allemands avaient dû s'incliner à nouveau devant leurs anciens maîtres. Ce n'est pas à dire que la rupture ait été, à cette époque, totale entre eux et la classe patronale. Des contacts avaient été à maintes reprises ménagés entre les deux groupements par les pouvoirs publics, par le Ministère du Travail notam-

(1) Dr Carl Koettgen : *L'Amérique économique*, p. 52.

ment, afin de trouver un terrain d'entente sur les questions intéressant particulièrement les salaires et les conflits ouvriers. Ce fut l'occasion d'échanges de vues, au reste assez théoriques, mais qu'il est bon néanmoins de rappeler pour expliquer l'attitude des syndicats ouvriers en face de la rationalisation.

Aux demandes de relèvement de salaires, les industriels opposaient que la hausse des prix qui devait en résulter resserrerait les débouchés des fabrications allemandes; mais les ouvriers, s'inscrivant en faux contre cet argument, déclaraient à leur tour que, s'il en était ainsi, c'est que l'entrepreneur négligeait de comprimer son prix de revient par une intensification des méthodes de travail au moyen d'améliorations techniques et par la diminution des frais généraux et des commissions.

Aux chefs d'entreprises qui s'excusaient alors de leur faible rendement en expliquant qu'il leur était impossible de trouver des capitaux en Allemagne, Fritz Tarnow répondait que, dans ces conditions, rien n'était plus simple que de contracter des emprunts à l'étranger. Il ajoutait qu'il lui semblait absolument inadéquat de réduire la part du salaire dans le produit de l'entreprise, sous le prétexte de favoriser la formation d'un capital propre, attendu que l'ouvrier — à supposer qu'il le puisse, car les salaires étaient très bas — pourrait constituer lui-même ce capital à son profit, quitte ensuite à le prêter, en tant que capitaliste, à l'industrie.

Lorsque les industriels allemands décidèrent l'expérience de la rationalisation, les syndicats ouvriers, logiques avec eux-mêmes, se rallièrent donc à cette politique. Nombreux sont les articles qui parurent alors, dans la presse syndicaliste, pour démontrer les bienfaits d'un réaménagement dont ils attendaient d'abord les hauts salaires.

Il était peu probable cependant, qu'avec le temps cette unanimité pût se prolonger, attendu que les chefs d'entreprise se proposaient, par la rationalisation, de limiter les effets des revendications sociales. Au surplus, le réaménagement de l'industrie allemande aboutit assez rapidement à développer le chômage et les milieux syndicalistes ne tardèrent pas à montrer plus de réserve dans la position qu'ils avaient prise vis-à-vis de la rationalisation : Ils tenaient à ne pas endosser la responsabilité des méthodes patronales dont les effets pouvaient se retourner contre eux.

Cependant, l'œuvre de rationalisation eut des conséquences pour le moins inattendues ; agissant par le moyen de la concentration et de la cartellisation des entreprises, elle donna à l'industrie allemande des formes nouvelles. L'inflation monétaire avait engendré les constructions verticales ; la rationalisation faisait naître des organisations horizontales. Pour des considérations que, pour la clarté de l'exposition, nous expliquerons plus loin, les cartels allemands évoluaient rapidement de la formule libérale vers la formule autoritaire. Ces transformations frappèrent les milieux syndicalistes au point de leur faire commettre une erreur de jugement sur leurs conséquences, lorsqu'ils s'attardèrent sur les formes extérieures de la concentration au lieu d'essayer d'en saisir la signification profonde.

*
* *

Les ententes syndicales patronales affectaient, en effet, depuis quelque temps, des formes particulièrement rigides. Il ne s'agissait plus des anciens cartels qui reposaient avant tout sur une bonne foi et une bonne volonté communes pour maintenir une politique concertée visant à atteindre des objectifs en général limités. Ce que l'on réa-

lisait à cette heure, en Allemagne, c'était une véritable bureaucratisation enfermée dans un système de conventions écrites, s'appuyant sur une réglementation très précise et prévoyant des sanctions très efficaces. Il faut lire les réflexions que suggère à M. A. Brown (1), cet aspect nouveau de l'industrie allemande.

M. Brown remarque que la personnalité du patron disparaît derrière l'entente syndicale ou le cartel. Autrefois, cette personnalité pouvait encore être distinguée dans certains cas pour l'ouvrier. Le patron était sensible aux critiques ; sa marque de fabrique était souvent celle de sa mansuétude pour son personnel. Aujourd'hui, il n'est qu'un parmi les autres, soumis aux ordres d'un Bureau qui ne connaît ni âmes, ni circonstances exceptionnelles. Plus haut, au-dessus de ces différents Bureaux, il n'existe qu'un but : la Puissance économique qui, fondue dans l'Etat, doit décider de la paix et de la guerre, des traités, etc...

Brown dépeint les obligations qui incombent aux entrepreneurs du fait de leur entrée spontanée ou forcée dans l'entente patronale. En cas de conflits ouvriers, l'entrepreneur a cessé d'être le maître dans sa maison ; c'est au Bureau général qu'appartient la décision définitive, le droit de décider de la guerre ou de la paix, de la qualité et de la mesure des concessions qui doivent être accordées. Lorsqu'un entrepreneur essaie de se soustraire à cette discipline, il peut être frappé d'exclusion ; l'entente avertit ses fournisseurs de matières premières ou d'approvisionnements, d'avoir à lui cesser toute livraison sous peine d'être exclus de la liste des fournisseurs de toute l'entente. On essaiera de lui boucler les crédits et les avan-

(1) A. Brown : Les Syndicats ouvriers allemands avant la guerre, p. 384 et suiv.

ces des banques ; on lui fera payer des amendes, on boycottera ses marchandises.

Cette rigidité apparaît tout particulièrement dans le cartel où tous, depuis le directeur général jusqu'au dernier des balayeurs, ne sont que des employés au service d'une société anonyme. Le travail de chacun n'est apprécié que dans la mesure où il permet de produire la quota obtenue dans la production du cartel au prix de revient le plus bas possible. Les directeurs des entreprises cartellisées ne sont plus animés que par le désir d'aboutir à des frais de revient minima, car ils ont à craindre, s'ils n'aboutissent pas, de se voir renvoyer ou de voir leur exploitation arrêtée parce que de rendement insuffisant.

La régularité et la constance des conditions de production sont la seule gloire que connaît le cartel. L'efficiencie est sa loi ; elle ne connaît aucune faiblesse.

Le cartel agit tout naturellement sur les entreprises privées, c'est-à-dire non cartellisées. Celles-ci doivent s'adapter à la concurrence acharnée qui leur est faite par le cartel au moyen de conditions de production plus favorables. Elles subissent à leur tour l'effet de tous les moyens de contrainte du cartel. Bien souvent, il leur sera impossible de résister et elles devront entrer dans la combinaison.

Cette évolution est d'ailleurs favorisée par les banques qui sont les plus disposées à transformer les entreprises privées en sociétés anonymes, à rapprocher ou à fusionner des firmes qui s'adonnent à la même production.

Ce renforcement de la syndicalisation allemande touchait d'ailleurs directement les syndicats ouvriers. C'est une observation courante chez les milieux syndicalistes, que lorsque plusieurs entreprises se fondent en un cartel, les délégués des syndicats ouvriers qui s'adressent à l'une de ces entreprises pour discuter des avenants à apporter aux contrats collectifs de travail, trouvent porte close. Le direc-

teur sollicité, répond que la décision appartient à la direction du cartel — mais alors, où siège cette direction ? — ou bien il objectera qu'il ne fait pas partie du cartel, et cette allégation est invérifiable. D'autre part, s'il s'agit de recourir à des mesures d'intimidation, il est possible aux chefs des syndicats de donner suite à leurs menaces lorsqu'il s'agit d'une entreprise qui groupe 2.000 ouvriers, mais le problème devient singulièrement plus délicat lorsqu'il s'agit d'avoir prise sur un effectif de 10 à 20.000 ouvriers répartis dans des usines qui pourront être géographiquement séparées les unes des autres par de très grandes distances avec des différences de coût de la vie et des conditions générales très dissemblables. Enfin, ces organismes sont assez peu abordables par d'autres moyens d'intimidation, comme le boycottage de la clientèle ou l'appel à l'opinion publique par la presse.

Il est bon d'ajouter que la concentration des entreprises n'est pas toujours un obstacle au développement de la résistance ouvrière ; elle la favorise, au contraire, parfois. En effet, plus une industrie est rationalisée et concentrée, plus grande est l'importance du capital investi et plus petite celle des salaires payés à un personnel ouvrier réduit. Or, il s'ensuit que le risque d'une grève pour revendication de salaires augmente considérablement pour les chefs d'entreprise, car l'arrêt d'une usine rationalisée constitue pour eux une perte d'intérêt énorme et ils préféreront souvent céder aux demandes d'augmentation de salaires qui, portant sur un personnel peu important, seront d'une conséquence inférieure à celle de cette perte d'intérêt. Il est vrai qu'obéissant à des directives générales parties de Berlin, les chefs d'entreprise, lorsqu'ils étaient contraints d'accorder des relèvements de salaires, trouvaient dans la puissance de leurs cartels l'autorité d'exiger, du Ministère de l'Economie Nationale, par exemple, un

redressement de prix qui compensait ce relèvement des salaires. Les chefs des syndicats ne manquaient pas alors de faire observer qu'en agissant ainsi, les chefs d'entreprises rejetaient sur le consommateur l'incidence des relèvements de salaires. Le salaire réel, de ce fait, n'était pas augmenté, la hausse des salaires ainsi obtenue devenait purement nominale.

Quoiqu'il en soit, on voit comment au contact des classes patronales ces observations prirent dans leur esprit le sens d'une véritable révélation; il semble qu'alors les milieux syndicalistes se laissèrent, en effet, égarer par un rapprochement entre cet aspect de l'industrie et les constructions économiques sorties de l'imagination de certains doctrinaires, qui se flattaient de dresser les plans de l'économie organisée et collective de l'avenir.

La rationalisation économique n'était plus alors uniquement un moyen de l'ordre capitaliste pour obtenir un rendement maximum par la compression des frais industriels et généraux. On la confondait avec le mystique de la période de la commission de socialisation. La rationalisation agissant par la concentration, se proposait sans doute de prendre en mains les différents stades de la production, de la distribution et de la consommation des richesses. C'était une résurrection de la « Planwirtschaft » de Rathenau, de Wissel ou de Möllendorf. Elle correspondait au plan des Gildes socialistes anglaises. Et le fait que cette rationalisation était l'œuvre de la classe capitaliste allemande, elle-même, suffisait à en affirmer, une fois de plus aux yeux socialistes, l'inéluctable nécessité.

En résumé, si les syndicats allemands concevaient quelques craintes au spectacle des nouveaux développements de l'industrie allemande, s'ils en déduisaient qu'ils

devaient s'efforcer d'augmenter leur puissance et leur cohésion pour affronter les colosses de l'économie capitaliste, par contre, ils puisaient dans cette évolution capitaliste socialisante elle-même, un espoir nouveau de voir sortir du capitalisme lui-même une économie collective qu'ils avaient été incapables d'imposer eux-mêmes après la guerre.

La parole est aux doctrinaires (1).

La Démocratie économique

Ces idées, en effet, forment l'axe d'un long rapport de 192 pages qui sera présenté au Congrès de la Confédération Générale des Syndicats socialistes allemands, qui s'est tenu à Hambourg (3-8 septembre 1928) par Fritz Naphtali, en quelque sorte le chef des études économiques et sociales de la Confédération. Ce rapport fut publié en livre la même année sous le titre de « La Démocratie Economique ».

Naphtali débute comme le Manifeste Communiste par un exposé de la conception matérialiste de l'Histoire. Le premier but de la Révolution ouvrière, dit-il, est l'accession du prolétariat au rang de classe dominante ; c'est la lutte pour la démocratie qui lui donnera la puissance politique, mais ce but étant atteint, l'expérience de l'histoire a enseigné, par la suite, que la démocratie politique pouvait exister sans cette élévation du Prolétariat au rang de classe dominante; on a pu dire que, dans les pays capitalistes avancés, la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire la domina-

(1) Bruno Rauecker : La signification de la rationalisation. Die Arbeit, du 15 novembre 1925.

tion de la classe possédante, existait par le moyen d'un mode de domination démocratique. Or, dit Naphtali, ces pays sont ceux où les classes prolétariennes et salariées forment la grande majorité de la population. La minorité bourgeoise, grâce à ses privilèges de propriété et de formation intellectuelle, peut se procurer des moyens de pression et d'influence, contre lesquels la majorité, jusqu'à présent, n'a rien pu faire.

Le prolétariat se trouve donc devant ce dilemme : La majorité est nécessaire pour tailler en brèche la position privilégiée des possédants et, par ailleurs, on ne pouvait jusqu'à présent réunir cette majorité contre cette situation privilégiée, justement parce qu'elle n'avait pas encore été brisée.

Donc, l'expression de « Démocratie bourgeoise, » est un non sens, en ce que la Démocratie, pour la Bourgeoisie, n'a jamais été un idéal, mais une forme politique à laquelle elle a été obligée de se soumettre. Et cependant la Démocratie s'identifie avec la dictature des Prolétariats puisque « le mouvement prolétarien est le mouvement indépendant de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité » (Manifeste communiste). Donc, si le moyen de la Révolution politique, qui décréterait d'un coup la liberté économique, ne peut pas être envisagé, il reste à la classe ouvrière à apprendre le maniement de la Démocratie, à l'utiliser dans son intérêt, afin de compléter la démocratie politique par l'établissement d'une démocratie vraiment sociale.

Or, deux sortes de développement semblent fixer au Syndicalisme la voie vers la Démocratie économique, moyen de réalisation vers le Socialisme :

La première est l'évolution de la structure du Capitalisme, du Capitalisme individualiste basé sur le principe de la libre concurrence vers le capitalisme organisé. A la

lutte de concurrence d'entrepreneurs isolés, s'est substituée celle des formidables organisations capitalistes pour le maintien des marchés. Naphtali expose comment a évolué la forme capitaliste de l'entreprise à mesure que ses développements ont exigé des moyens plus puissants. Au début, elle fut la chose d'un individu, puis elle appartint à la société anonyme et, enfin, aujourd'hui, à des coalitions de sociétés ou de groupes de sociétés. De la socialisation du travail, née de la division du travail et de la coopération dans l'entreprise, on est passé à la socialisation du capital, puis, de là, à la socialisation des entreprises. L'esprit d'indépendance de l'individu entrepreneur passe au deuxième plan derrière les nécessités et les avantages de la coalition, « l'individualisme économique et la libre concurrence sont refoulés par l'organisation et la contrainte ». Et déjà, il résulte de cette évolution une modification des rapports entre employeurs et employés. Les stipulations du contrat de travail individuel ne sont plus arrêtées par l'entrepreneur patron et l'ouvrier, mais patrons et ouvriers doivent se soumettre aux stipulations de contrats collectifs aujourd'hui régionaux ou nationaux, demain peut-être internationaux, auxquels ont souscrit les dirigeants des organisations patronales et ouvrières.

La conclusion de cette évolution est que l'indépendance du patron diminue à mesure que deviennent plus puissantes ces organisations qui dominent l'économie capitaliste; et plus ces coalitions gagnent en hauteur et en étendue, plus leur activité est sujette non plus de l'intérêt privé, mais de l'intérêt général, plus la direction de l'économie appelle la politique et l'ingérence de l'Etat.

Et où en sommes-nous de cette évolution ?... Examinant

les progrès obtenus en Allemagne dans la voie des cartels, syndicats, trusts, concerns et autres organisations industrielles, Naphtali pose que tous ces organismes visent à commander le marché, à le monopoliser. On a vu plus haut le lien qu'il établit entre cette cartellisation grandissante et la Démocratie économique : Pour appuyer sa thèse, il se réfère à la législation des cartels qui, en Allemagne, décide que la communauté doit être défendue contre les coalitions, dont le but est de restreindre la production, de faire monter les prix, etc. Créé pour défendre le principe de la libre concurrence, le Tribunal des Cartels ne juge donc pas en droit, mais en raison des conjonctures économique-sociales. Il établit la prééminence des intérêts de la communauté sur ceux des organismes capitalistes. Par ailleurs, l'immixtion répétée de l'Etat dans les affaires économiques a eu pour résultat d'accentuer l'interpénétration de l'organisation capitaliste et des forces démocratiques.

Et n'est-ce pas le parti libéral anglais qui, par la voix de sa commission d'enquête de 1928, a demandé la mise sous le contrôle public des associations de producteurs dont les membres contrôlent plus de 50 0/0 de leur marché ?

Cet interventionnisme et ce refoulement de la liberté de l'entreprise présentent un intérêt tel aux yeux de Naphtali que, d'après lui, on y peut voir le début d'une transformation qui aboutira à une modification dans la consistance du droit de propriété des moyens de production.

Observant néanmoins que l'influence des groupes capitalistes sur la politique de l'Etat co-existe avec celle de l'Etat sur lesdites organisations, Naphtali pose que la lutte pour la démocratisation de l'Economie devra se poursuivre non seulement dans le sens d'un effort persistant vers le contrôle de l'Etat (concession au socialisme poli-

tique) mais en même temps dans la voie d'une participation ouvrière à la manœuvre des leviers de commande des organisations capitalistes.

D'où la demande de la création d'un office de contrôle des cartels à représentation paritétique et la prétention des syndicats d'obtenir cette même représentation au sein de ces cartels eux-mêmes, sans laquelle une représentation analogue dans les fabriques et les districts (système de la représentation paritétique à trois échelons) serait illusoire.

Là est l'idée neuve de Naphtali, tout au moins dans les précisions qu'il lui a apportées pour en faire la base de sa doctrine.

*
**

La doctrine de Naphtali, servit à dresser le programme d'action suivant, qui fut adopté par les syndicats socialistes :

Dans l'ordre économique :

— extension des entreprises d'Etat et développement des institutions coopératives, notamment dans l'agriculture;

— participation des ouvriers à la gestion de la production ; extension du droit de co-décision des ouvriers dans la conduite des entreprises;

— représentation paritaire de la classe ouvrière dans les corps de politique économique;

— groupement d'industries en corps administrativement autonomes, à l'exemple des industries du charbon et de la potasse;

— contrôle des monopoles et cartels avec la coopération entière des syndicats ouvriers.

Dans l'ordre politique :

— accroître la puissance politique de la classe ouvrière

et des syndicats, afin de prendre barre sur l'administration publique et de contrôler le pouvoir législatif ;

Dans l'ordre social :

— extension du droit collectif du travail et du droit social de protection du travailleur ;

— centralisation des diverses branches d'assurances (assurance-chômage exceptée), suppression des caisses d'entreprise et des caisses d'accidents du travail dirigées par le patronat, administration des assurances par les assurés eux-mêmes, représentés par les syndicats ouvriers ;

— centralisation de l'inspection du travail, qui devrait passer des Etats au Reich, avec participation des syndicats ouvriers et patronaux à sa direction ;

— modification de la législation sur l'arbitrage obligatoire, les syndicats devant, seuls, avoir le droit de demander qu'un arrêt d'arbitrage soit déclaré obligatoire.

Dans l'ordre culturel :

— unification et centralisation de l'enseignement, prolongation de la période scolaire, développement des écoles techniques syndicales.

CHAPITRE V

Le problème de la Démocratie économique

Les sources de Naphtali.

Démocratie économique : le mot n'est pas nouveau et la chose non plus. Que son programme s'étende à la nation ou bien au monde, elle se propose toujours, en définitive, de faire la place plus large à la classe ouvrière dans la direction de l'économie. Conception, au surplus, très lâche dont les variantes en Angleterre et aux Etats-Unis se nuancent de tendances particulières à la culture et aux traditions de ces pays. La grande variable réside évidemment dans l'importance plus ou moins grande du rôle réclamé pour l'Etat. Moins développé en Angleterre et en Amérique, il l'est davantage en Allemagne, pays du socialisme d'Etat.

Mais, en Allemagne même, la conception de la Démocratie économique a de nombreuses variantes, suivant l'idéologie plus ou moins marquée des différents syndicats ouvriers. C'est ainsi que, pour les syndicats Hirsch Dunker, la Démocratique économique est « la résultante des mesures qui ont pour but de faire participer l'ouvrier aux décisions et à la responsabilité des affaires » (1). Pour ces syndicats, la Démocratie économique n'est pas un régime transitoire vers le socialisme; elle ne se donne pas comme but terminal une étatisation totale de l'économie; elle se propose simplement de libérer toutes les forces indivi-

(1) Gerhard — Liberalismus und Wirtschafts-Demokratie, p. 15.

duelles dans un sens compatible avec les besoins de l'économie et ceux de la justice sociale.

Pour les syndicats chrétiens, la Démocratie économique a pour but de rendre l'ouvrier plus indépendant du bourgeois capitaliste et de lui enseigner à prendre conscience de lui-même en tant qu'homme. Cette conception se rapproche du solidarisme. Ce n'est pas l'individu, mais la profession, qui est la base de la démocratie économique. Le principe corporatif se trouve substitué au principe de la lutte de classes. Le raisonnement des syndicats chrétiens est le suivant : On demande à l'Etat de transformer les organismes économiques actuels en des corporations de droit public et de placer à leur tête les hommes de confiance de la classe ouvrière. Mais, une telle conception du rôle de l'Etat dans l'économie est totalement erronée. Elle ne peut qu'augmenter les difficultés de la vie économique, notamment en multipliant les entraves déjà si lourdes de la bureaucratie.

Mais l'ouvrage que Naphtali a publié au nom des syndicats laïques — de beaucoup les plus importants en Allemagne — est celui auquel on songe naturellement dans ce pays lorsqu'il est question de la Démocratie économique. Or, pour Naphtali, nous l'avons vu, le but terminal de la Démocratie économique est bien la remise à l'Etat de la direction de l'économie et la confiscation des instruments de production en faveur de la Collectivité. Cette prétention est marxiste; marxiste est également le matérialisme historique de Naphtali, qui figure en tête de son ouvrage, il faudrait dire à la base de son ouvrage.

*
**

Naphtali cependant n'ignore pas les critiques, qui ont

sérieusement battu en brèche cette théorie qui veut que toutes les manifestations de l'histoire des sociétés humaines soient conditionnées par les phénomènes économiques. Si donc il persiste à tenir le matérialisme historique pour une vérité démontrée, ce ne peut être que par un fait nouveau. Or, ce fait nouveau est là, il s'est matérialisé, si l'on peut dire, dans le cartel autoritaire. Il s'agit donc sans attendre de considérer les sources de Naphtali et la confirmation éventuelle qu'elles apportent au marxisme. Ces sources sont à rechercher dans de nombreux ouvrages, pour ne citer que les plus connus, chez Sombart et chez Schmalenbach.

Pour Sombart, dont la pensée a d'ailleurs fortement évolué, le capitalisme est en décadence et l'économie va entrer dans une ère nouvelle, qui lui donnera de nouvelles formes : Nous assistons, dit Sombart, à la naissance d'une forme aux contours déjà précis de la vie économique, qui porte tous les signes caractéristiques d'une économie de transition, dans laquelle aucun système économique ne domine nettement, dans laquelle le système qui a dominé jusqu'ici adopte les formes du système suivant, dans laquelle un nouveau système économique est près d'éclore.

Sombart appuie ce jugement sur deux principes :

Le premier, c'est que nous assisterions actuellement à un ralentissement de la découverte technique, dont le capitalisme avait tiré autrefois le plus grand profit, et qui entraînerait à son tour un ralentissement de la reconstitution du capital (1).

Sombart prend comme exemple celui de l'industrie extractive, qui, en dépit de tous les progrès de la technique,

(1) Werner Sombart — Die Wandlungen des Kapitalismus — Der moderne Kapitalismus — Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des hoch Kapitalismus.

va à une augmentation de prix, par suite notamment de l'appauvrissement des gisements, de l'éloignement des nouvelles mines, etc. Cette industrie aurait épuisé dès maintenant les possibilités de nouveaux développements.

Le second principe dérive du premier. Le *Manifeste* avait exposé comment les grandes découvertes avaient ouvert un nouveau champ d'action à la bourgeoisie « produit d'un long développement, d'une série de révolutions dans les modes de production et des moyens d'échange ». Or, le temps des grandes découvertes est passé, donc l'économie libérale, qui constitue le mode de droit le plus conforme au capitalisme, est naturellement en train de se transformer en une économie dirigée, sous l'action double, d'une part, de la bureaucratisation des entreprises par la formations des cartels, d'autre part, de l'interventionnisme (législation industrielle, assurances sociales, etc.) et du développement des entreprises publiques.

Cette bureaucratisation veut que le capitalisme soit de plus en plus abandonné par l'esprit d'entreprise, à mesure qu'il tend à se figer dans le fonctionnarisme, ce qui a fait dire que toutes les explications sont bonnes pour qui veut prouver l'imminence du socialisme et que lorsque le capitalisme n'aboutissait pas, comme chez Marx, au socialisme par une hypertrophie de ses organes, il y allait comme chez Sombart, par la paralysie des mêmes organes.

La thèse de Sombart ne mérite pas que l'on s'y arrête davantage. Nombreux sont les écrivains allemands qui ont répondu à Sombart par l'énumération des découvertes réalisées ces dernières années et notamment, puisqu'il s'était posé sur ce terrain, dans le traitement des minéraux, dans l'industrie houillère, chimique, électro-chimique (produits synthétiques, récupération des sous-produits, liquéfaction de la houille, etc.).

Affirmer que le temps est révolu des découvertes, c'est

affirmer seulement que M. Sombart a moins d'esprit que M. Jules Verne ou, plus récemment, que Charles Péguy lorsque, suivant le mot de M. N. Grasset, il disait sa foi dans la « constance de l'homme » : « l'humanité dépassera les premiers dirigeables, comme elle a dépassé la première locomotive. Après la téléphotographie, elle inventera tout le temps des graphies et des scopies et des phonies, et l'on pourra faire le tour de la terre en moins de rien ».

L'idée qui serait défendable contre Sombart, c'est que les progrès de la technique, notamment dans la vitesse des transports, pourraient fort bien jouer dans l'avenir et à l'inverse du passé contre la concentration industrielle. Cette hypothèse, si elle recevait confirmation, ne constituerait jamais qu'un nouveau démenti à la thèse marxiste, mais la dispersion industrielle qui pourrait en résulter, poserait pour le syndicalisme un problème redoutable.

* *

Cette thèse de Sombart, dont la pensée perce dans tout l'ouvrage de Naphtali, devait cependant recevoir un essai de confirmation à forme scientifique dans les écrits du Dr. Schmalenbach, professeur d'économie industrielle à l'Université de Cologne, titre qui, par lui-même, donnait à ces écrits une forte autorité. C'est à cette époque que le « Vorwaerts » parlait d'une « révolution de palais dans le haut capitalisme ».

Nous y insisterons parce que la thèse de Schmalenbach, à laquelle Naphtali ne fait au reste qu'une très courte allusion (1), peut être considérée comme le trait d'union scientifique entre le doctrinaire socialiste et les conceptions peut-

(1) Naphtali, op. cit p. 44.

être inavouées, mais évidentes de nombreux dirigeants de la classe patronale allemande, qui rejoignent ainsi ses posulats sans oser encore le suivre dans ses conclusions. Mais la thèse de Schmalenbach est certainement l'explication de la réaction volontairement bruyante que les industriels de la Ruhr suscitèrent dans la presse, notamment dans la « Bergwerks Zeitung », en réponse à l'ouvrage de Naphtali.

Le Dr. Schmalenbach s'est exprimé ainsi : « Je suis convaincu que, dans un temps qui n'est pas éloigné, nous serons sous un règne de l'économie dirigée analogue à celui de l'époque des corporations : les monopoles de la nouvelle économie recevront leur monopole de l'Etat, qui conservera d'ailleurs le contrôle supérieur de sa gestion ».

L'argumentation du Dr. Schmalenbach repose sur la distinction entre les frais fixes (capital, machines) des entreprises et les frais proportionnels (salaires), et dans la part relative de ces deux catégories de frais dans l'économie d'hier et dans celle de demain.

Dans l'économie individualiste d'hier, les machines jouent un rôle peu important; le coût de production est principalement formé par les salaires (frais proportionnels). L'esprit d'entreprise et l'initiative individuelle, que n'embarrassait aucune considération sociale, tirèrent de cette circonstance leur remarquable souplesse et leur magnifique essor.

Mais, par la suite, le recours de plus en plus fréquent à l'utilisation des machines fit que les frais constants devinrent beaucoup plus importants que les frais proportionnels. Le Dr. Schmalenbach explique cette évolution par deux causes principales : Il y eut d'abord l'augmentation du volume des entreprises, qui entraîna le développement des organes de direction, indépendante du nombre d'objets produits, c'est-à-dire de la conjoncture; il y eut

ensuite les effets de la rationalisation, dont la dernière découverte fut le travail à la chaîne; ces nouvelles méthodes de fabrication, qui articulent les uns sur les autres les différents stades de la production, ont tellement amélioré celle-ci qu'on doit s'y soumettre, bien qu'elles comportent de très vastes installations, encore indépendantes de la conjoncture, c'est-à-dire une augmentation des frais constants.

En somme, les méthodes nouvelles de la production entraînent la concentration des entreprises, c'est-à-dire l'augmentation dans les bilans des actifs fixes.

Ce résultat conduit inéluctablement l'économie de la forme libre à la forme contrôlée. En effet, dans l'économie libre, les frais proportionnels (salaires), sont fonction de la production; ils varient, c'est-à-dire surtout qu'ils peuvent être comprimés, en même temps qu'elle. Si les prix de vente descendent au-dessous du prix de revient, on réduit la production et on épargne une somme correspondante des frais proportionnels. Mais, quand les frais fixes l'emportent, la réduction de la production n'entraîne pas une réduction correspondante, mais au contraire une augmentation des prix de revient; d'où cette conclusion que, dans une période de mauvaise conjoncture, il devient moins onéreux de continuer de produire, même à perte, que de limiter la production, à plus forte raison que de stopper une entreprise grevée de frais fixes élevés.

L'économie moderne, fortement mécanisée, tend ainsi à dépasser constamment la demande. De très nombreux rapports présentés aux assemblées générales de sociétés industrielles constatent que le rendement n'est pas encore très satisfaisant, mais que, si l'on installe encore quelques machines, si l'on procède à quelques agrandissements, l'ensemble de l'entreprise travaillera avec profit. Tout le

monde tenant le même raisonnement, l'industrie se trouve enfermée dans une impasse.

Pour sortir de cette impasse, il n'est qu'un moyen, c'est la limitation de la production ou la mise en sommeil des entreprises les moins efficaces, par des accords de cartels. Il arrivera donc un jour où toute la production étant enfermée dans des organismes de contrôle, l'Etat devra intervenir pour empêcher que ces cartels et ces trusts n'abusent de leur puissance. L'unique ressource pour le Dr. Schmalenbach sera que l'Etat s'empare alors de ces monopoles et leur impose la stricte observation des devoirs découlant de cette situation de fait. C'est du pur Naphtali, d'un Naphtali qui aurait perdu ses syndicats.

La Démocratie économique et la science économique

Si l'on pouvait démontrer que la thèse du Dr. Schmalenbach, si originale et si séduisante dans sa rigueur logique, est en réalité fautive comme celle de la plus-value, que le glissement de l'individualisme au collectivisme, de l'économie libre à l'économie contrôlée par la concentration, est un phénomène ni général ni inéluctable, mais bien plutôt que la cartellisation allemande dans sa forme autoritaire, loin de constituer un progrès, n'a été, en fait, qu'un phénomène morbide du capitalisme allemand, qui s'entêtait à forcer le passage à une production trop chère, la thèse-base de Naphtali tomberait du même coup. Or, cette démonstration ne paraît pas impossible.

Que le glissement de l'économie libre à l'économie contrôlée soit un phénomène général, le cas de l'Amérique où la théorie des frais fixes devrait recevoir son application la plus complète, permet de le démentir, puisque l'Amérique, après comme avant, vit sous le règne de la concurren-

rence. On ajoutera qu'en Allemagne, et bien que la concentration soit naturellement plus développée dans les industries-clés, bien des branches de la production échappent au mouvement de la cartellisation, et l'on a même assisté, depuis la guerre, aux efforts accomplis par certaines industries pour se dégager de la gangue étatiste dans laquelle le socialisme étatique de guerre les avait enfermées. Est-il même utile, pour contre-battre le principe de départ du Dr. Schmalenbach, de faire appel encore à la renaissance constatée dans l'artisanat, au dégagement évident de certaines sociétés du régime de l'économie mixte ?

Mais le développement chronologique des étapes de la rationalisation, les problèmes nouveaux et ardues qu'elle a soulevés, la multiplication de plus en plus grande des décisions arbitraires permettent, semble-t-il, d'affirmer que ce n'est pas une évolution historique inévitable qui a conduit l'industrie allemande à la cartellisation et à l'économie dirigée, mais bien l'échec d'une rationalisation qui s'était proposé d'aboutir, par un effort tenace et prolongé, à une baisse des prix et au réveil du marché intérieur allemand. La série du Dr. Schmalenbach : « mécanisation — augmentation des frais fixes — surcapacité — économie contrôlée » a pu être suivie dans les faits, mais il reste à expliquer pourquoi on a mécanisé et mécanisé à l'excès. Les causes de la rationalisation, c'est-à-dire la trop grande importance des frais proportionnels que vient doubler une importance déjà trop grande des frais fixes, explique indiscutablement le glissement de l'économie libre vers l'économie contrôlée. On peut s'en convaincre en retraçant rapidement l'historique de cette rationalisation.

Le but de la rationalisation était, dans la pensée des industriels de permettre aux prix industriels allemands, trop élevés, de retrouver le contact avec les prix mondiaux. Le besoin s'imposait de réaménager les installations insen-

sées de la période d'inflation monétaire. Or, on pouvait traiter le problème de deux manières : par contraction ou par expansion :

Par contraction, c'est-à-dire que l'on procédait à une vaste opération de réduction et de réaugmentation de capital massive de toutes les entreprises industrielles et commerciales, politique d'assainissement dirigée vers un relèvement lent, mais assuré. Cette procédure se heurtait pourtant à de graves objections. Il y avait d'abord celles des banques allemandes, qui par leurs actifs — Participations industrielles — étaient très intéressées aux sociétés industrielles allemandes et naturellement soucieuses de ne point les perdre. Il y avait également à escompter les effets de la résistance des syndicats ouvriers à la baisse des salaires, également la résistance des pouvoirs publics à une déflation des charges sociales et des dépenses publiques en général. N'oublions pas, en effet, que l'œuvre de la rationalisation a été accomplie sous la domination d'une constellation politique de gauche. Enfin, il fallait compter avec un marché intérieur dont la capacité de consommation était nulle et avec les charges extérieures des Réparations. Toutes ces raisons expliquent comment les industriels allemands écartèrent cette première solution.

Il y avait une autre solution : celle d'une attaque économique brusquée ; la rationalisation fut dirigée, en effet, vers l'extérieur. L'Allemagne, avec l'aide de l'Amérique, importait en quatre ou cinq ans une quinzaine de milliards de marks (100 milliards de notre monnaie). Elle s'installait sur un grand pied, c'est-à-dire qu'elle conservait toutes les installations existantes, qu'elle les munissait des derniers perfectionnements techniques et qu'elle recherchait le rendement moins par une baisse des prix de vente dirigée vers le marché intérieur, que par une concurrence acharnée des prix mondiaux obtenue par une intensification de la

production dans le style américain, suivant les données du Dr Karl Koettgen.

Par cette seconde méthode, on écartait les objections des banques ; on pouvait maintenir les salaires et se contenter de résister à leur hausse (position plus forte puisque défensive). La faible capacité du marché intérieur ne formait plus un obstacle insurmontable. Alors, l'Allemagne abattait ses concurrents étrangers et obtenait un accroissement considérable de ses échanges de marchandises ; elle vendait beaucoup avec une marge de bénéfice intéressante et elle amortissait ses emprunts et ses dettes. Pour le reste, on s'en remettait au temps. Les industriels allemands optèrent pour cette seconde solution qui, par ailleurs, présentait l'avantage de rencontrer leurs ambitions.

*
* *

Le réaménagement de l'industrie allemande va donc s'opérer par l'œuvre de la rationalisation, qui se heurtera à des difficultés insurmontables et aboutira à sa négation, qui est la cartellisation générale de l'économie dirigée.

On peut décrire schématiquement ainsi l'évolution des formes de l'industrie allemande : L'industriel allemand, suivant les préceptes du Dr Koettgen, s'est organisé pour une production intensive, par masses, en partant du principe-base que le prix de revient unitaire est d'autant plus faible que le nombre des produits fabriqués est grand. L'industriel qui va se lancer dans une branche quelconque de la production, part donc du prix « a » du marché et calcule que, pour concurrencer les autres producteurs, il devra nécessairement fabriquer à un prix de revient égal à « a — 1 », c'est-à-dire fabriquer et écouler un nombre d'objets « x » ; sur quoi il constate que son prix de revient est encore trop élevé ; il conclut à la nécessité de doubler,

par exemple, ses installations pour produire un nombre « 2 x ». A cet instant, l'industriel allemand, qui se laisse diriger par les prix libres du marché, soutient alors la concurrence étrangère.

Pour mieux toucher son but, il pourra cependant entrer dans un cartel. Ce cartel se donnera pour but, suivant la formule du Professeur Flechtheim, « d'influencer les prix et les conditions de vente » (1). Ces organismes ne se proposent toutefois pas d'accroître la production des entreprises qu'ils englobent; ils permettent simplement à leurs différents membres, de réduire leurs frais généraux, frais de représentation, de réclame, de transport, de magasinage, etc. Ils facilitent l'achat en commun des matières premières; ils aident leurs membres à se spécialiser, surtout dans l'industrie du fer, la construction de machines, etc.; en un mot, ils facilitent le travail en série.

Pour préciser quelle pouvait être l'utilité de ces cartels, on se référera aux conclusions d'une enquête de la Reichsverband der Deutschen Industrie qui, en décembre 1929, publiait les réponses qu'elle avait reçues de différents industriels, à la question suivante : « Quels progrès les cartels peuvent-ils prouver avoir réalisés du point de vue de la rationalisation, donc en favorisant directement la production dans le domaine de la technique et de l'organisation ? ».

Parmi les mesures prises par ces cartels pour favoriser directement la production, on peut citer les suivantes : (2)

1° *Achat* :

achat en commun,

création d'un centre de ravitaillement.

(1) Dr Flechtheim : Kartelle als Produktionsförderer, p. 2 et suiv.

(2) Schriften der Kartellstelle des Reichsverbandes der Deutschen Industrie Produktionsförderung durch Kartelle, 1929, N° 5, p. 5.

constitution d'un stock commun de matières premières, livraisons en commun (parc commun de voitures, flotte commune, etc.),
etc...

2° *Fabrication* :

accords conclus concernant le programme de la fabrication (spécialisation, normalisation, etc.),
mise en commun de l'expérience acquise,
échange d'ouvriers spécialisés, d'ingénieurs, etc.,
essai en commun de nouvelles matières premières, de construction, de méthodes de travail,
mise en commun des licences, brevets, stations d'essais, bureaux communs d'études,
constitution de commissions d'études techniques,
utilisation de normes de qualités et de rendement,
subventions en faveur d'expériences scientifiques dans les stations d'essais, dans les universités, etc.,
établissement de parallèles de comparaison entre les différentes exploitations,
fusion, suppression d'exploitations en vue d'une production plus rationnelle,
etc...

3° *Vente* :

rationalisation des méthodes de réclame,
rationalisation des envois aux expositions et aux foires, livraisons effectuées par l'usine ayant les meilleurs conditions de transport,
représentants et voyageurs communs, surtout à l'étranger, etc...

La « Kartellstelle » du Reichsverband indique elle-même la conclusion qu'il convient de tirer de la lecture de ces différentes réponses :

« Les cartels peuvent directement favoriser la production ; ils ont déjà dans une large mesure, non seulement indirectement, mais aussi directement, amélioré la production et l'ont rendue moins coûteuse ».

Dans cette forme qu'on pourrait appeler libérale, le cartel peut encore être considéré comme une forme normale de l'économie libre. C'est, en tout cas, la seule forme à laquelle pouvait penser M. Adolf Weber (1) lorsqu'il notait que « le monopole suppose une économie libre, car il doit tenir compte, pour son exploitation, du degré de l'offre et de la demande, autrement dit de la concurrence. Il ne doit pas oublier les notions de rendement de son industrie ; d'autre part, il doit se méfier de la concurrence toujours possible des succédanés, des produits équivalents provenant des concurrents à l'intérieur ou à l'étranger ». « D'ailleurs, Schmalenbach déclarait lui-même, ajoute Adolf Weber, que les cartels souffrent énormément de l'incertitude quant à la durée de leur existence. Cette incertitude, concluait-il, oblige leurs membres à conserver toujours un pied dans le marché libre et à ne pas abuser à la légère de leur droit de monopole ».

La concentration et la cartellisation sous sa forme libérale sont donc deux moyens de la rationalisation qui, par la suppression des installations non rentables et le développement de la mécanisation, tendent à l'obtention d'une production de meilleure qualité, à la satisfaction optimale des besoins de la communauté, tout en laissant aux entreprises des bénéfices maxima. Sous cette forme, la rationalisation n'apportait encore rien de bien nouveau.

*
**

(1) Adolf Weber : *Das Ende des Kapitalismus*, p. 42 et suiv.

Mais ces méthodes américaines de production massive, qui avaient obtenu des résultats remarquables en Amérique, devaient échouer en Allemagne, parce que les chefs d'industrie allemande, qui ne raisonnaient que sur des données techniques d'usine, voulurent copier l'Amérique, bien qu'ils fussent en un pays où la main d'œuvre relativement peu coûteuse, des frais bancaires relativement élevés, des débouchés relativement limités, posent des conditions tout autres qu'aux Etats-Unis (1).

La production massive allemande se heurta, en effet, bientôt à la concurrence étrangère. Alors, coincée entre le besoin d'augmenter sa production pour diminuer son prix de revient, et celui de diminuer cette même production parce qu'il ne lui trouvait plus d'exutoire, l'industriel allemand entraînait dans un cartel, cette fois totalement différent de ceux que nous venons d'étudier.

Ces derniers cartels n'étaient pas chose nouvelle en Allemagne. Pour parer à un état de surproduction latente, l'industrie allemande avait, longtemps avant la guerre, inventé le système des cartels et des syndicats, en leur donnant pour but de manœuvrer les marchés. Ainsi était né, en 1893, le Syndicat rhéno-westphalien du Charbon, puis, peu de temps après, le Syndicat allemand de l'Acier. Et si ces organismes ont pris pied dans d'autres pays, on peut dire que nulle part ailleurs, ils n'ont affecté des formes aussi serrées, aussi autoritaires qu'en Allemagne.

Cet aspect du développement industriel de l'Allemagne contemporaine était déjà si marqué en 1914 qu'il permit à M. Henri Hauser de le décrire avec un rare bonheur dans son ouvrage sur les « Méthodes allemandes d'expansion économique », qui parut en 1915. Les cartels, véritables

(1) Prosperity — La crise américaine, par le Dr M.-J. Bonn, p. 3.

formations économiques d'assaut, avaient pour but d'assurer à l'Allemagne la conquête de débouchés extérieurs pour lutter contre « la rupture d'équilibre entre la production nationale et la capacité d'absorption du marché intérieur » dans un pays où « l'évolution industrielle marche plus vite que la formation des capitaux ». Car, à cette époque, l'Allemagne était un pays de main d'œuvre bon marché dont la capacité d'absorption était faible.

Or, jamais ces caractéristiques de la production industrielle allemande n'auront été plus évidentes que dans ces années 1928-1931; jamais ses chefs n'ont utilisé ces organismes avec plus d'audace : Menacés dans leurs calculs par la concurrence étrangère, les industriels allemands vont s'enfermer dans ces cartels autoritaires, dont les formes rigides ont tant frappé les syndicats allemands.

Ce cartel tend vers le monopole subventionné. Il se propose de différencier ses prix en prix intérieurs, qu'il imposera au marché, de telle sorte qu'ils lui assurent son bénéfice, et en prix extérieurs, égaux ou même légèrement inférieurs au prix de revient, de telle sorte que ces dernières ventes lui permettent de maintenir le chiffre minimum de production qui sert de base au calcul de son prix de revient général. Mais, pour ce faire, il aura besoin de l'Etat qui, n'ayant pas le moyen de soutenir un organisme de cette importance, suivant la formule des monopoles d'Etat, autorisera le cartel, par son intervention, à se faire subventionner par la consommation. Alors, l'Etat accordera aux cartels une protection douanière contre la concurrence extérieure. Il les protégera, d'autre part, contre la concurrence intérieure que pourrait accentuer cette protection douanière, en tolérant la législation opportuniste du Tribunal des Cartels.

A cet instant, l'industriel allemand ne se laisse plus guider par les prix du marché; il commande les prix. Pour

commander les prix, le Cartel limite la production à un chiffre qu'il répartit par quotes entre ses membres.

Mais il arrive alors que la quote qui leur est ainsi accordée ne permet pas à certaines entreprises qui ont des prix de revient trop élevés d'étaler; d'autant que le continement a pour premier effet d'augmenter leurs frais généraux par unité produite. Ces entreprises vont alors essayer d'obtenir une augmentation de leur quote-part par le développement de leurs installations ou par l'intégration d'industries secondaires de transformation, qui échappent encore au contrôle du cartel. Ce faisant, elles augmentent la capacité de production générale, dont l'équilibre se trouve de nouveau rompu.

Ainsi, la cartellisation, comme la protection douanière, ont pour effet d'engendrer constamment de nouvelles hausses des prix intérieurs, qui justifient de nouvelles revendications de salaires de la part des syndicats ouvriers. Les prix doivent être à nouveau relevés : l'industrie allemande suscite elle-même cette concurrence étrangère qui restreint ses débouchés et l'entraîne vers un protectionnisme et une cartellisation de plus en plus outranciers. « L'Etat fermé » accroché au marché extérieur devient ainsi un cercle vicieux, qui conduira la production allemande à une crise sans précédent.

Lancée sur le plan incliné de la Rationalisation, comme jadis sur celui de l'inflation, l'industrie allemande ne pouvait plus s'arrêter. Agressive, la rationalisation reposait sur une erreur. Pendant la guerre insatiable, l'industriel allemand avait perdu l'habitude de distinguer entre les débouchés probables et les débouchés possibles : il était ainsi porté tout naturellement à un optimisme excessif, débordant. Mais sa production aveugle de guerre s'était rapidement heurtée à une consommation réfléchie de paix.

La Rationalisation lui apporta un nouvel espoir de refouler les limites du possible jusqu'aux limites du monde.

La prospérité factice de l'après-guerre contribua à la formation de cette aberration. Considérée dans le prisme de sa philosophie allemande, l'internationale capitaliste était devenue une économie sans barrière, dont l'Allemagne voulait s'émanciper pour la mieux dominer. A Amsterdam, le marxisme prétendait déjà s'imposer comme la nouvelle religion révélée. Dans l'excessive interpénétration des marchés d'après-guerre, la rationalisation devenait le Nouveau Testament de la production « en soi », Carlyle aurait dit d'une « production ensorcelée ».

La déformation de la discipline dirigeante du profit.

Parvenus à ce point, il convient d'insister sur les répercussions de la politique de rationalisation et de cartellisation sur le capital allemand, qui appuient notre démonstration des impossibilités du capitalisme autoritaire. Jamais l'Allemagne, en dépit de ses énormes emprunts extérieurs, ne fit preuve d'une aussi grande dépense de capitaux. Sans doute, doit-on faire ici allusion aux dépenses somptuaires de l'Etat et des communes (politique de luxe, gaspillage des fonds publics dans des organismes administratifs inutiles, etc.), encore qu'il conviendrait en grande partie de rattacher les besoins de cette vie à grandes guides à la vulgarisation d'idées américaines erronées sur la consommation : les dépenses publiques, comme les hauts salaires, devaient forcer la capacité du pouvoir d'achat du pays.

Mais ce qui est de beaucoup plus grave, c'est que, sous prétexte d'organiser la production pour en obtenir un rendement maximum, on la précipita en réalité dans le chaos, en substituant au principe directeur de l'économie capi-

taliste, un principe d'administration autoritaire absurde.

L'économie capitaliste est fondée sur l'effort individuel vers le profit, et c'est bien là ce que les socialistes lui reprochent, mais elle est également dirigée et organisée par le profit, qui lui conserve à tout instant son équilibre. C'est le taux de l'argent sur le marché qui permet à l'industriel de vérifier si effectivement son activité est payante ou non et c'est l'écart entre le taux de rendement du capital investi dans son affaire et le taux de l'argent sur le marché qui lui permet d'apprécier dans quelle mesure sa production répond aux besoins et lui dicte sa conduite quant à l'extension ou, au contraire, à la contraction nécessaire qu'il convient d'imposer à cette production.

Or, un système de douanes et de cartellisation outrancière, qui a pour résultat de faire ressortir des bénéfices qui n'existent « que dans les livres de comptabilité des syndicats et dans les cerveaux des directeurs » aboutit à rendre cette production aveugle. On se trouve alors sous le régime de la production « en soi ». « Je me soucie moins, disait un jour un grand industriel allemand, de servir un intérêt à mes actionnaires que de fournir du pain à mes 125.000 ouvriers », ce qui lui avait attiré cette remarque qu'évidemment le régime de production rêvé pour l'industrie allemande était celui où il n'y aurait ni ouvriers, ni actionnaires, ni consommateurs. Réflexion qui, en somme, correspondait assez bien à la mentalité des chefs d'entreprises cartellisées. Par la machine, on s'était efforcé de supprimer l'ouvrier; par l'auto-financement, on n'avait plus à se soucier de l'accueil que ferait le marché des capitaux aux sollicitations des industriels; quant aux consommateurs, ils n'avaient qu'à payer le prix imposé par le cartel.

La rationalisation outrancière aboutit ainsi à un gaspillage de capitaux inouï. La concurrence à l'intérieur des

cartels pour l'obtention de quotes qui arriva à faire racheter des entreprises pour les fermer, aboutit à des manipulations de capitaux tout à fait inattendues. Citons seulement l'exemple du Cartel allemand de l'Acier dont le remaniement, en 1930, nécessita la formation d'un consortium de reprise des usines condamnées avec un capital de 50 à 70 millions de Reichsmarks. Parmi ces entreprises, plus d'une avait été, dans les dernières années, rationalisée au prix de millions de marks (1).

Une des faces de ce désordre industriel, particulièrement intéressante en ce qui concerne le gaspillage des capitaux, est le procédé qui aboutit à exporter à perte pour maintenir le système. On a vu plus haut qu'afin de maintenir une production massive en face de débouchés réticents, les industriels allemands avaient adopté le système de la différenciation des prix entre l'exportation et le marché intérieur. Les Allemands ont beaucoup discuté sur la valeur de ce système ; les uns le prétendaient inadmissible ; d'autres admettaient que l'on pouvait accepter des commandes à perte et la conclusion à laquelle se ralliaient les industriels, tout au moins pour justifier les pratiques auxquelles ils devaient se soumettre, était que l'exportation à perte, établie sur la base de calculs sérieux, est un pis-aller, mais qu'elle se défendait dans une certaine limite. On lui objectait néanmoins qu'au point de vue de l'économie nationale, il convenait de faire ressortir que si les salaires et le matériel sont payés par l'étranger, le marché intérieur est obligé de supporter la partie des frais fixes non couverts par les commandes de l'étranger.

En fait, ce système fut pratiqué sur une large échelle

(1) Kurt Einig — Die Neugestaltung der deutschen Eisenwirtschaft — Die Arbeit, mars 1930.

et il est assez curieux de constater que la rationalisation aboutit, comme l'inflation fiduciaire de 1923, à l'« Ausverkauf », c'est-à-dire à la perte de substance. Mais la faible marge de bénéfice que laissaient en définitive ces exportations sur le total des recettes, lorsque l'on additionnait les bénéfices des ventes intérieures et les pertes des ventes à l'extérieur, devait vite se précipiter en une perte, puisque les courbes construites à l'aide des statistiques de ces dernières années font ressortir ce résultat paradoxal que l'Allemagne exportait au maximum alors que ses ouvriers chômaient au maximum : Moins l'Allemagne travaillait, plus elle exportait; mais elle était déjà en état de faillite.

L'observation de ces faits prouve que l'idée de cartels et l'idée de rationalisation s'excluent mutuellement. La rationalisation est révolutionnaire, le cartel est conservateur. La rationalisation choisit ce qu'il y a de meilleur, le cartel cherche à maintenir ce qui existe déjà. Enfin, le cartel, pour réduire ses frais, se dérobe devant toutes luttes qui peuvent entraîner justement de nouveaux frais. Aussi, dans le cartel, les membres les plus puissants renonceront-ils à exploiter à fond l'avance technique déjà prise ou qu'ils pourraient prendre, pour ne pas entrer en lutte avec les autres membres moins bien outillés, et ceci, déclare le Professeur Flechtheim, n'est évidemment pas conforme à l'idée de la rationalisation (1).

Le Professeur Bonn arrive à la même conclusion lorsqu'il constate que (2) : « Un protectionnisme permanent est un interventionisme qui se propose d'obtenir des rendements convenables avec des installations industrielles vieillies qui, au point de vue économique, sont en sur-

(1) Flechtheim, op. cit. p. 10.

(2) Prof. Bonn : Op. Cit. p. 102.

nombre, au pont de vue financier, faussement conçues. Il est la négation de la rationalisation ». Et les cartels qui prennent appui sur ces douanes constituent « la démocratie économique des incapables ».

Ainsi, les cartels ne représentent pas un degré supérieur, tout au moins en qualité, du système capitaliste. L'accumulation du chômage et des suppressions de dividendes que l'on a à enregistrer dans les années dernières, prouve que les cartels autoritaires ont anéanti les forces productives de la nation. De ce qui précède, il résulte que la cartellisation ne conduit pas, par une évolution organique inéluctable, à la démocratie économique et au socialisme. Ce glissement de l'économie libre à l'économie contrôlée est même inconcevable au sein du capitalisme, puisqu'il tue le capital avant d'avoir atteint le stade propice envisagé par Naphtali.

Hauts salaires nominaux

Les explications par lesquelles, au surplus, les syndicats allemands s'efforcent de rejeter sur les chefs d'entreprise l'échec de la rationalisation, appellent de sérieuses réserves. Il est indiscutable, en effet, que les responsabilités sont partagées. Les industriels se sont élevés à maintes reprises contre l'exagération des salaires. « Lorsque les patrons et les ouvriers, disaient-ils, entrent en discussion sur la question des salaires, les ouvriers prétendent bénéficier de la totalité du surplus de rendement obtenu par la rationalisation et la mécanisation du travail. Ils ne s'aperçoivent pas que cette prétention aboutit à laisser à la charge de l'entrepreneur une partie des frais de la rationalisation, car

l'augmentation du rendement est toujours inférieure à l'augmentation des salaires ».

Il apparaît, en effet, que les moindres recettes de l'entrepreneur ne proviennent pas uniquement de la diminution des recettes résultant de l'augmentation des salaires, mais aussi des intérêts du capital supplémentaire investi dans le renforcement de la mécanisation et des intérêts afférents au capital qui disparaît lors de l'arrêt de certaines exploitations jugées d'un rendement inférieur (1).

Sans doute convient-il de rappeler ici le phénomène déjà décrit du rejet par les patrons au moyen des cartels fermés de l'incidence des augmentations de salaires sur le consommateur. Mais il est bien évident, d'autre part, que les syndicats allemands se sont ralliés à la thèse américaine des hauts salaires de plein cœur et avec la même foi qui conduisait les patrons à importer, en ce qui les concernait, les méthodes d'outre-Atlantique.

Ce n'est pas ici le lieu de démontrer la fausseté de cette théorie qui conclut des hauts salaires à la prospérité par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses et le développement du marché intérieur. Nous pensons que la crise américaine s'en est suffisamment chargée et a établi que les hauts salaires étaient la conséquence d'une prospérité générale pré-existante.

Tous les salaires ne peuvent être augmentés à la fois et ces augmentations partielles ne peuvent pas s'exprimer dans une augmentation générale du pouvoir d'achat. En effet, une grande partie de la population ne vit pas de

(1) L'exagération des salaires dans la Ruhr, extrait du rapport annuel du Bergbau Vereins à Essen, résumé de la Deutsche Bergwerks Zeitung, samedi 10 mai 1930, N° 109.

salaires, un important pourcentage de la production est exporté à l'étranger. Les hauts salaires entraînent de hautes pensions, de hautes rentes, de hauts honoraires pour les fonctionnaires et, par conséquent, des impôts et des taxes élevés, qui augmentent les prix de la production et de la distribution des richesses.

Il est incontestable, comme l'exposait en 1930 devant le Congrès des banquiers allemands M. Jakob Goldschmitt, que l'on ne pourra accroître la part de l'ouvrier dans le produit social qu'après avoir obtenu l'augmentation de la productivité et de la rentabilité, de manière à former du capital. Cette liaison fondamentale est détruite, quand la ligne des salaires et des prestations sociales, au lieu de suivre la ligne de la productivité, de la rentabilité et de la formation des capitaux, vient la couper. C'est surtout vrai de la charge qu'imposent à la production une assistance et une assurance sociale excessives. Un système trop large d'assurances sociales organisé par l'Etat prend beaucoup trop le caractère d'un système d'assistance, et ne tend pas à réconcilier le capital et le travail, mais, au contraire, accentue leur antagonisme.

Il faut alors, ou bien que l'incidence de ces frais généraux à la production soit rejetée sur les prix, d'où intervention des cartels, ou bien qu'elle soit supportée par l'entrepreneur, dont elle supprime le revenu, d'où entrave nouvelle à la reformation du capital, d'où travail à perte et recours aux subventions de l'Etat. De toutes façons, il y a hausse des prix et affaiblissement de la capacité d'achat du marché intérieur (1).

(1) Chômage et salaires, extrait de la Deutsche Bergwerks Zeitung du 10 mai 1930, N° 109, commentaire d'un article paru sous la signature du Dr Ingénieur Gotheim, dans les Mitteilungen der Gesellschaft für deutsche Wirtschaft und Social Politik.

Or, qu'il s'agisse de subventions, d'assurance-chômage, de dépenses sociales en général, toutes ces charges retombent sur l'Etat-providence, qui les rejette sur la production et la consommation, et c'est un point qui fait ressortir encore la fragilité de la thèse du Dr. Schmalenbach. En effet, si passant de la théorie à la pratique, on substitue aux concepts frais fixes — frais variables, les notions concrètes de machines et d'ouvriers, on constate que les frais fixes ne coïncident pas forcément avec les machines ni les frais variables avec les salaires, car les frais fixes ne comprennent pas seulement les charges de capital, mais également les charges fiscales et les charges sociales que la politique sociale de ces dernières années a eu pour effet précisément de grossir et de stabiliser dans des proportions excessives.

Les syndicats tendent à expliquer aujourd'hui que la crise est due à un échec de la rationalisation par la faute des capitalistes qui se sont lancés dans des investissements trop rapides ou mal calculés. Le point de vue syndicaliste est, en effet, que le mauvais investissement est un fait courant du capitalisme, que la concurrence conduit automatiquement à la surproductivité et aux crises. La rationalisation, disent-ils, a été manquée parce qu'elle a été exécutée sous l'angle capitaliste et non sous l'angle de la communauté. La rationalisation aurait sans doute eu chance d'être mieux payante si elle avait été dominée par des banques saines, parce qu'alors les calculs industriels auraient été obligés de tenir un meilleur compte de la rentabilité des entreprises. Mais elles ne l'étaient pas. Et, dans cette hypothèse, il eût fallu également que les syndicats prissent leurs responsabilités et freinassent certaines revendications ouvrières, ce qui eût été évidemment incompatible avec la

tactique syndicaliste telle que nous l'avons dégagée du passé (1).

On est amené ainsi à conclure que c'est sous la contrainte de la politique que les industriels allemands ont évolué vers des formations mécanisées et concentrées qui aboutissaient au contrôle plus ou moins direct de l'Etat.

Et il n'est pas douteux que la responsabilité des syndicats dans l'échec de la rationalisation est née de leur double face : enfermés de bon ou de mauvais gré dans l'économie capitaliste, ils ne peuvent prétendre imposer avec l'appui de la politique (arbitrage obligatoire) leurs revendications de salaires sans accepter de partager la responsabilité de leur intervention. La Souveraineté entraîne la responsabilité.

Les syndicats ouvriers, en épousant les théories américaines, sont ainsi tombés dans le piège de ce qui est appelé faussement le néo-capitalisme, alors que la nouveauté résidait uniquement dans sa morbidité. Emportés dans le tourbillon d'une production insolite, détournés du mobile professionnel par le retour quotidien du mobile acquisitif des salaires, copiant comme nous l'avons démontré la concentration du camp adverse, ils s'enfermaient dans une lutte des classes qui les dressait, Travail contre Capital, dans le plus pur style marxiste. Enfermés en même temps, au surplus, dans le monopole à deux, ils cédaient au nationalisme qu'exigeait un protectionnisme outrancier seul capable de faire tenir encore un instant ce monopole; et les concessions qui leur étaient constamment accordées les

(1) Rationalisierung und Fehlrationalisierung, critique du livre d'Otto Bauer par Georg Decker, dans « Die Arbeit » de juin 1931.

Vor dem zweiten Abschnitt der deutschen Rationalisierung. Die Arbeit, mars 1930.

faisaient tomber dans le conservatisme des gens satisfaits (1).

Mais voici que le monopole n'a plus de consommateurs; les capitaux sont enfuis, les ouvriers et les patrons au chômage, l'Etat-providence aux abois. La comédie tourne à la tragédie.

La Démocratie Economique et la doctrine sociale.

Condamnée par la Science économique, l'Economie organisée peut-elle être défendue par la Doctrine sociale ? A fermer les yeux sur ce capitalisme difforme obtenu par une expérience en vase clos, peut-on défendre mieux cet être hybride comme une forme embryonnaire du socialisme ? La question posée est celle de savoir si le cartel autoritaire, qui prétend soumettre la volonté autrefois toute puissante de l'entrepreneur à une discipline supérieure, justifie sa contrainte en ce qu'il améliore la production et la distribution des richesses dans le sens d'une plus grande satisfaction des besoins de la collectivité.

Cette proposition ne peut être démontrée. Véritable monopole, né d'une aberration capitaliste, le cartel autoritaire n'apporte aucun correctif à cette « exploitation » de l'ouvrier que le socialisme se propose de faire disparaître. Cette exploitation n'est pas moins grande depuis que l'exploiteur a pris la forme collective; bien au contraire, les limitations apportées au droit de propriété des moyens de production conduisent à une imposition déve- loppée de la consommation.

Le contrôle étatique des cartels ne peut, au surplus,

(1) A. Philippe, op. cit.

contenir les excès de ce monstre de l'économie privée. Ce contrôle, en effet, est une arme à deux tranchants, dont le maniement aura des effets contraires suivant la constellation politique au pouvoir : Sous une constellation de droite, l'organisation paritaire de contrôle penchera vers un renforcement du monopole capitaliste; sous une constellation de gauche, vers des compromis qui soutiendront le « monopole à deux » (1) grâce auquel patrons et ouvriers s'approprient le produit net et davantage, aux dépens de la collectivité.

C'est Emile Lederer qui, au Congrès syndicaliste de Francfort, nie que les cartels et les trusts soient un premier pas vers le socialisme : L'organisation d'une économie socialiste se propose d'être une organisation de la production, dit-il, dans le sens d'une augmentation de la production des marchandises, de la distribution d'une plus grosse part du produit social, c'est-à-dire à un relèvement des valeurs et des prix dans les industries organisées, à une baisse forcée des valeurs et des prix dans les industries non organisées, c'est-à-dire à une aggravation du déséquilibre qui, avec le temps, ne peut pas conduire à un équilibre naturel des forces économiques ».

Ce tribunal des Cartels, comme tous ces organismes paritaires, comme les conseils sur lesquels Naphtali s'étend avec une si grande bienveillance tout en limitant leur rôle à celui de champ d'entraînement pour les luttes prolétariennes, ce sont pour la Démocratie économique des formes constructives d'une superstructure juridique en gestation. Après avoir adopté le but final et la dialectique marxiste, Naphtali devient réformiste. Il tente de concilier

(1) André Philip — Henri de Man et la crise doctrinale du Socialisme, p. 38.

l'inconciliable. Son ouvrage enferme ainsi une contradiction formelle, qui matérialise le conflit intérieur dans lequel se débattent les syndicats depuis la guerre. Il n'apporte pas cette formule qui ferait entrer un plan d'action volontariste et constructif, voire idéaliste, dans le cadre rigide de l'idéologie marxiste. Car les masses ouvrières demeurent attachées au marxisme, et les prévisions du Maître semblent trouver confirmation dans le spectacle d'une opposition Capital et Travail chaque jour plus évidente.

Ainsi, Naphtali est marxiste lorsqu'il part de la conception matérialiste de l'histoire, mais il n'est plus marxiste lorsqu'il décrit le refoulement de la propriété privée par la pression d'organisations syndicalistes que l'on sent monter à sa place. Marxiste est encore l'obscurité qui enveloppe le futur état socialiste, mais non marxiste est la position prise par Naphtali vis-à-vis de l'Etat, qui ne doit pas périr catastrophiquement, mais devenir son propre fossoyeur par une sorte d'abdication à évolution lente de son autorité en faveur des organismes ouvriers. Contre Marx, qui refusait toute efficacité aux mesures interventionnistes, qualifiées par lui de « petit-bourgeois », Naphtali comme Lassalle est tout action, mais abandonnant les plans de socialisation révolutionnaires qui prétendent modifier la structure de l'Economie en agissant par le haut, lui se propose, au contraire, d'attaquer par le bas, dans le sens d'une limitation de la puissance autocratique. La question de la propriété devient secondaire ou du moins, elle est retardée, et la lutte pour le contrôle de l'appareil de production par les travailleurs forme l'axe de sa théorie.

On rencontre donc, dans l'idéologie de la Démocratie Economique, deux tendances : une socialiste, qui fait confiance aux moyens de la politique sociale, pour aboutir à la suppression de la propriété privée à laquelle on subs-

tituera un régime collectiviste, une libérale qui espère quand même dans le développement des mesures socialisantes.

Mais ces deux tendances que Naphtali a voulu additionner sont, par essence, contradictoires. Les récentes acquisitions juridiques de la classe ouvrière : — contrats collectifs, communautés de Travail, Conseils, — sont, ou bien des développements d'une orientation éthique, à forme démocratique, de la production, ou bien les victoires d'une dictature naissante du prolétariat. Elles ne peuvent être l'un et l'autre. En réalité, nous avons vu comment elles sont nées d'une collusion des syndicats et de la politique; la deuxième proposition est donc la bonne, mais il ne peut être alors question de progrès démocratique. Naphtali songe à une œuvre de puissance, qui lui est inspirée par l'expérience d'une « concentration grandissante de l'industrie capitaliste, qui appelle une résistance corrélative au « Système ». Mais la solution de la lutte des classes de catastrophique est devenue évolutionniste et, par suite, l'appauvrissement progressif a fait place à un progrès constructif.

Pour faire passer cette contradiction, Naphtali a confondu volontairement l'idée de liberté, qui domine l'idéologie démocratique, et celle d'égalité, chère aux utopistes. Il a assimilé la dictature du prolétariat à l'expression de la volonté générale. Mais, cette confusion doit être rejetée, aussi longtemps que le processus de bureaucratisation étatique et privée n'aura pas fait coïncider la majorité politique avec une majorité prolétarienne.

En bref, le concept de la démocratie est employé ici abusivement et la pensée de Naphtali est bien éloignée de celle de Ludwig Oppenheimer, qui définit la Démocratie Economique « une direction de l'économie dans un plan d'ensemble soumis à la collectivité ».

*
* *

Cette confusion de Naphtali a, au surplus, son explication. La « Démocratie Economique » n'est pas l'œuvre d'un doctrinaire et c'est pourquoi il ne nous semble pas indispensable d'opposer, dans de nouveaux parrallèles, les conceptions de la « Démocratie Economique » aux conceptions du Guildisme anglais, ou bien aux théories des Fabiens. De tels parrallèles ne feraient que répéter les contradictions que nous avons essayé de découvrir dans le marxisme et le non marxisme de Naphtali. La « Démocratie Economique » fut, en réalité, un ouvrage politique, une tentative de construction par plusieurs doctrinaires d'une sorte de philosophie de l'action syndicaliste. Il s'agissait de trouver un compromis capable de rallier sur une même doctrine, disons même un seul programme, l'aile gauche marxiste et l'aile droite réformiste. De cet ouvrage, Naphtali ne fut que le rédacteur en chef.

*
* *

Essai politique, la « Démocratie Economique » ne fut pas un heureux essai. Un syndicaliste, M. Walter Prah! (1), concède que la « Démocratie Economique » n'a jamais eu grande emprise sur les masses dominées par la mentalité marxiste. Le côté scientifique et la dialectique marxiste ont pu perdre de leur force au contact de l'expérience, mais ce sont là des données qui n'avaient jamais pénétré avant dans les masses. Ce qui demeure en deçà des méditations inquiètes des chefs, c'est la foi ancrée de leurs troupes dans la promesse d'une résurrection qui suivra la Catastrophe. Le marxisme est devenu une religion.

(1) Walter Prah! — Die Krise des Sozialismus und die Sozialisierungs-Frage. Die Arbeit, novembre 1931.

La crise économique, qui se double inévitablement d'une crise du socialisme, peut amener une réaction. Il semble, dit à peu près M. Walter Prah, que la crise du socialisme dérive d'un attachement trop grand au déterminisme économique et qu'il ne suffit pas, comme certains le conseillent, de s'attacher à réveiller le côté sentimental du mouvement... et de préciser : « Dans ce mouvement, le réalisme et la sentimentalité sont séparés, alors qu'on devrait les associer dans le sens d'une troisième dimension. Il faut que le socialisme se donne un but économique. Les jeunes générations syndicalistes protestent, en effet, contre une attitude économique réformiste qui se refuse à prendre position, parce qu'elle craint le risque ».

La description de ce but économique, on l'attend toujours ; Socialisme conservateur, entre le communisme matérialiste de Moscou et le socialisme idéaliste d'Hitler, le Syndicalisme allemand réfléchit à son destin...

« Et maintenant, le Génie du Mécanisme pèse sur lui, comme jamais ne le fit nul Cauchemar, si bien que son Ame est presque étouffée en lui, et qu'il ne lui reste plus qu'une sorte de vie digestive, mécanique. Sur la Terre et dans le Ciel, il ne voit plus rien que Mécanisme » (Carlyle). Et ce Mécanisme est mort.

CHAPITRE VI

La réaction du Nazisme et la dictature

La solution volontariste de la « Planwirtschaft » a échoué parce que l'on n'était pas prêt ; la mystique néo-marxiste du capitalisme creusant sa propre fosse, s'embrouille au spectacle de la crise. Crise des réalités économiques, marasme de l'idéologie socialiste. Nous voici revenus en 1919, mais les leviers de commande politiques ont changé de mains, ils ne sont plus manœuvrés par la Sozial-Demokratie. Que s'est-il passé ?

Pour expliquer les « incertitudes allemandes », on peut partir, comme M. Pierre Vienot (1) de la « Kulturkrise ». Il n'est pas douteux que la philosophie allemande d'après guerre a singulièrement contribué au développement de cette ambiance catastrophique qui s'empara des esprits depuis quelques années. Mais elle a agi surtout comme un milieu hypersensible, caisse de résonance qui attendait sa tonalité d'une explosion, celle de l'inflation ; M. Vienot pose lui-même que c'est l'inflation « qui a détruit en lui (l'Allemand) la notion de certitude ». Elle l'a détruite en dissociant la substance du titre qui la représente. Depuis l'inflation, cette substance (l'usine par exemple) est la vie, explique M. M. J. Bonn, la créance, le droit de l'actionnaire, une

(1) Pierre Vienot, op. cit. Ch. 1.

ombre. « Le débiteur est l'abeille, le créancier, le bourdon ». (1)

En tolérant l'inflation, l'Etat a bousculé les bases du capitalisme : l'intangibilité de la propriété, la sainteté des contrats, la possibilité de l'épargne. Par l'inflation, il a ruiné les classes moyennes — l'épargne pensante — qui depuis l'épanouissement de la société anonyme, s'est investie dans ces vignettes libellées en monnaie.

Puis, l'industriel allemand ruina une seconde fois ces mêmes classes par les excès de la technique, en ne payant plus de dividendes et en maintenant à ses usines, dans son bilan, une valeur qu'elles n'avaient plus depuis qu'il les avait fermées. Et non seulement il les ruina, mais il prétendit enrégimenter dans la bureaucratie de ses cartels « le médecin qui ne fait plus que ramasser les quittances d'assurances sociales, l'avocat dont la clientèle se borne à un cartel, l'écrivain que ses contrats enchainent à une maison d'édition, le cabaretier qui ne tient plus qu'un grande marque de bière » (2). Au total, en 1882, on comptait 28,2 0/0 de professions libérales et 6,4 0/0 d'employés salariés; en 1925, ces mêmes rapports sont respectivement de 17,3 et 16,5 0/0.

L'inflation monétaire, c'est la disparition du tableau des valeurs; l'inflation industrielle, c'est la transposition des valeurs par des méthodes comptables erronées dans une quatrième dimension. Il y a eu perte d'équilibre dans l'usine, par suite du rapport irrationnel des frais fixes et des frais constants; il y a eu de même perte d'équilibre dans l'Etat, parce que les forces morales qui contiennent les forces économiques et les retiennent contre leurs

(1) M.-J. Bonn, op. cit. p. 17.

(2) Ferdinand Fried — La Fin du Capitalisme, p. 116.

propres excès, n'avaient pas place dans les organismes patronaux et ouvriers devenus, par la carence de cet Etat, les dictateurs égoïstes et sans scrupules de l'Economie.

Qu'ils aient exploité l'inflation, ou bien l'idée de rationalisation, syndicats patronaux et ouvriers, sous le manteau de leurs luttes intestines, se sont, en réalité, livrés à une immense spéculation industrielle sur le dos de la Nation. La crise leur a donné tort et a fait tomber le système. Mais les subventions de l'Etat à l'industrie — cette sorte d'assurance-chômage patronale — et l'assurance-chômage ouvrière ne serviront plus longtemps aux groupes économiques pour entretenir leurs adhérents aux frais de la communauté. Les classes moyennes se révoltent à l'idée de subir plus longtemps ce servage.

Loin de les libérer, la technique et la machine oppriment ceux qu'on appelle les « prolétaires à cols amidonnés ». Leur révolte, c'est le mouvement d'Hitler qui, par une dissociation curieuse de l'idée du capitalisme et de celle de propriété, rejette à son tour sur le capitalisme la responsabilité de sa misère. Ainsi l'inflation, qui a permis la dictature des groupes économiques, suscite le mouvement de ce nouveau prolétariat intellectuel, qui se donne pour mission de rétablir l'autorité de l'Etat.

Anti-capitalistes, ces classes moyennes refusent, en effet, de se rallier au Parti et aux syndicats socialistes : Mécontentes elles ne veulent pas être prolétarisées. Pour elles, le socialisme marxiste est corrompu par le poison libéral. Il est cosmopolite et conforme en cela à l'esprit de l'époque qui l'a vu naître. Il est matérialiste comme la bourgeoisie qui se l'est opposé. Avec lui, pas d'unité organique du peuple, mais l'odieuse lutte des classes. Anti-capitaliste le nazisme est en même temps anti-marxiste.

Dans sa fameuse déclaration gouvernementale du 4 juin 1932, véritable « Discours à la Nation allemande », le Chan-

celier von Papen a dénoncé dans une seule formule les excès des uns et des autres :

« Les réformes financières sont la condition préalable de tout assainissement : réformes administratives, réformes financières, adaptation de notre vie publique à l'état de pauvreté de la nation, sont à peine ébauchées.

« Les assurances sociales sont au seuil de la faillite. Le chômage, qui croît sans arrêt, ronge les meilleures forces du peuple allemand en dépit de son aspiration au travail.

« Les gouvernements d'après-guerre ont cru pouvoir décharger aussi bien les patrons que les ouvriers de leurs soucis matériels en développant toujours plus le socialisme d'Etat. Ils ont tenté de faire de l'Etat une sorte d'institution de bienfaisance et ils ont par là affaibli les forces morales de la Nation. Ils ont assigné à l'Etat des tâches que, par son essence même, il est incapable de remplir. Le chômage n'en a été qu'accru.

« Il est nécessaire à la dernière minute de mettre un terme à la dégénérescence morale du peuple allemand qui résulte inévitablement de cette situation et qui se trouve encore aggravée par la déplorable lutte de classes anti-sociale, ainsi que par le bolchevisme intellectuel qui, tel un poison rongeur, menace d'anéantir les fondements moraux les plus sains de la nation.

« La désagrégation due à la mentalité athéiste et marxiste, a déjà atteint profondément tous les domaines intellectuels de la vie publique, parce que les forces chrétiennes de l'Etat se sont trop facilement prêtées à des compromis ».

Le nazisme touche ici le syndicalisme au défaut de la cuirasse, c'est-à-dire dans le contraste permanent qui fait trancher son idéologie sur le tableau de son activité quotidienne : Et Karl Mannheim observe que « ce ne sont généralement pas, aujourd'hui, les créateurs qui cherchent

l'absolu, la vérité en soi, mais ceux qui voudraient stabiliser les événements au profit de leur bien-être acquis » (1). Ces erreurs néfastes sont, pour les nazis, les vraies réalités. Le matérialisme historique peut-il expliquer le nazisme ?

*
* *

Cependant, si l'on abandonne le terrain des réalités quotidiennes pour examiner la question doctrine, on relève entre le socialisme naziste et la Démocratie économique de sérieuses affinités.

On ne s'arrêtera pas outre mesure au côté national. Le nazisme oppose son nationalisme à l'internationalisme marxiste. L'argument porte naturellement dans la mesure où il est dirigé contre le communisme. Mais s'il s'arrête aux Social-démocrates, l'histoire de la pensée syndicaliste allemande depuis la guerre et les enseignements de MM. Charles Andler et Oswald Spengler sur le caractère nationaliste et prussien du socialisme allemand, nous sont des raisons fortes de penser que le nationalisme n'est pas à lui seul capable de creuser un abîme infranchissable entre les deux socialismes.

Mais, c'est dans l'anti-capitalisme, qui leur est commun, que ces deux mouvements auraient pu trouver des possibilités de rapprochement ? Cependant il n'y a pas plus de constructions dans le « Troisième Reich » que dans la Démocratie Economique et le besoin s'impose ici de consulter les maîtres de leur pensée.

Le nazisme fut, avant de penser. Il lui fallait une doctrine. Il choisit Fichte, le philosophe volontariste de la

(1) Karl Mannheim : *Ideologie und Utopie* — cité par E.-R. Curtius et M. P. Vienot, op. cit. p. 95.

Nation allemande : individualiste dans la conception Kantienne de la liberté, Fichte, dans son « Etat commercial fermé », aboutit curieusement sur le terrain économique à des postulats socialistes. La contradiction n'est d'ailleurs qu'apparente; le système bien qu'utopique — ce que Fichte admet lui-même — est dans sa pensée, logique. Fichte, en effet affirme que le Moi doit se manifester par son individualité. Mais il craint que cet individualisme éthique et cet idéal de culture individualiste soient menacés par un individualisme économique. Fichte donc, dans son « Etat commercial fermé », supprime la libre concurrence et charge l'Etat de venir au secours du faible. Pour ce faire, l'Etat distribuera les citoyens dans les différentes corporations et organismes des diverses branches de fabrication, afin que chacun puisse vivre de son travail. Chaque membre aura ainsi le devoir de travailler, mais aussi le droit au travail. Et Fichte de préciser que c'est à tort que le droit de propriété s'étend aux choses; il ne devrait viser exclusivement qu'à mesurer une activité libre désignée.

Les Nazis se recommandent d'ailleurs également de Rodbertus, qui, s'attachant à la position misérable de la classe ouvrière, pose que cet état n'est que provisoire. Rodbertus n'est pas un ennemi de la classe patronale, il défend le principe de la propriété du capital privé; il veut néanmoins organiser l'Etat pour améliorer la part de l'ouvrier aux bénéfices industriels. On sait qu'il écarte l'individualisme comme l'égalitarisme communiste, mais également le point de vue manchestérien des harmonies naturelles.

Partant ainsi de Fichte et de Rodbertus, les Nazis concluent à la nécessité de substituer à la propriété absolue la « possession » considérée comme fonction afin de faire passer, suivant leur formule, « l'intérêt de tous avant l'in-

térêt de chacun ». Nous voisinons ici avec la « Démocratie Economique ».

Mais pour toucher leur but, les nazistes repoussent la lutte des classes — il n'y a pas de classes, mais des individus, des consciences humaines plus que des intérêts — ils repoussent également les formes extérieurement conciliatrices de la Démocratie économique; le principe autoritaire les invite à confier à l'Etat l'organisation du Corporatisme intérieur et le contrôle du commerce extérieur.

*
* *

Nous n'insisterons pas davantage sur la confrontation de ces doctrines; le nazisme semble en effet dès maintenant dépassé par la politique Von Papen. Ce qu'il convient de retenir du Nazisme, c'est qu'il est expression d'aspirations profondes.

Pour lui l'Univers n'est pas une « vaste mangeoire »; l'esprit d'invention, comme le progrès matériel des machines et des méthodes de production, ne vaut, en définitive, que par l'usage qui en est fait, c'est-à-dire qu'il vaut ce que vaut la volonté morale de l'homme. Les hommes ne gagneront pas la civilisation s'ils doivent renier leur histoire pour être libres et cesser de penser pour être égaux. La mécanisation et la lutte des classes ont fait naître l'antagonisme du Nazisme ! La Tradition rappelle à l'ordre le progrès matériel au nom de l'humanisme.

Si la bourgeoisie allemande était hier en état de crise, elle fait preuve aujourd'hui — on doit en convenir, — d'un ressort qui dépasse celui des groupes économiques. Le Nazisme n'est pas un parti; il n'a pas de doctrine ! Il est un mouvement des chefs de l'Allemagne de demain, et dont la signification dépasse de beaucoup celle des créatures éphémères qui se flattent de la conduire. Eux peuvent

disparaître, lui vaincra avec la force et la ténacité d'esprits qu'une ruine économique a encore libérés de la matière. Quand elle perd ses rentes, la bourgeoisie, encore riche de ses traditions, ramène les idéologues comme les mercantilistes à plus de raison.

CONCLUSION

Il ne fallait rien moins que les ressources prodigieuses de la technique allemande pour tenir pendant quatre longues années contre une coalition qui, à la fin de la guerre, comptait vingt et une nations, dont l'Amérique.

Mais il ne fallait rien moins que la témérité des industriels allemands pour oser ramasser, sitôt après, les ambitions pangermanistes et puiser, dans une production miraculeuse, l'espoir de rayer d'un coup de plume les destructions de ces quatre années de guerre. Alors ils ne pouvaient récolter qu'une surproduction d'illusions.

Syndicats patronaux et ouvriers, s'opposant dans une épreuve de force, ont presse la technique et le crédit dans l'étreinte de leurs mains raidies. Mais les miracles des producteurs se heurtèrent à l'incrédulité des pauvres. On ne fait pas tourner les tables dans la rue.

De la concurrence naît l'émulation vers le progrès, mais, de la guerre, la contrainte organisée pour la destruction. Formations de bataille, le capitalisme allemand perdait la raison économique, le syndicalisme la raison sociale. Tous deux se meurent aujourd'hui d'un mal commun : l'oubli de leur idéal et la bureaucratie.

*
**

« Empoisonnées par la mentalité marxiste », les troupes syndicalistes le furent bien, en effet. Elles ont livré au capital une lutte sans merci et remporté de grandes victoires, mais qui ne sont peut-être que des avantages. Le

« Système » capitaliste n'a pas été détruit et la contre-attaque se prépare, qui reviendra sur ce passé. Tant il est vrai que le progrès social ne peut être gagné par un socialisme qui se contente de substituer à la lutte des individus la lutte des classes et en l'agrémentant, au surplus, de ces formes excessives de la concurrence ruineuse dont il argue pour condamner le libéralisme.

Sans doute prévenus des limites de leurs possibilités, les chefs des syndicats ont-ils senti le danger de cette lutte de classes, mais ils n'étaient déjà plus les maîtres du mouvement. Placés à la tête d'un véritable Etat dans l'Etat, ils ont alors tenté de réveiller l'idéal socialiste, sans que l'on puisse au demeurant préciser davantage la part qui revenait, dans ces tentatives, à la tactique, celle qui répondait à leurs convictions. On aurait souhaité les voir en cet instant amorcer une grande politique, qui aurait contrebattu les erreurs du « haut capitalisme » par un rappel des idéaux professionnels, et escompter en quelque sorte l'échec inévitable des théories chères aux cartels autoritaires des industriels. Il semble, d'ailleurs, que certains aient entrevu cette face du problème et Naphtali lui-même consacre quelques timides pages à la démocratisation de l'instruction. Là était pourtant la vraie voie professionnelle du syndicalisme.

Mais les chefs ne pouvaient, en réalité, s'arrêter trop longtemps à cette idée; ils n'auraient pas été suivis par leurs troupes dans un pareil renversement de leur politique. Envoûtés eux-mêmes par la pensée marxiste, il était si naturel qu'ils fissent rentrer dans ce cadre tout prêt une évolution des formes de l'industrie capitaliste si adéquate aux rêves des uns et à la prévision « scientifique » des autres. La Démocratie Economique de Naphtali qui, au lieu d'exproprier l'entrepreneur, vise à le river à une propriété qui n'est plus sienne, c'est du marxisme en jaquette.

*
* *

De l'expérience allemande on ne saurait cependant pas conclure à la fin du capitalisme, pas plus d'ailleurs qu'à la fin du syndicalisme. Le régime capitaliste dérive des libres jeux des antagonismes naturels dans des cadres rigides, sorte de règles universelles que lui impose la vie des sociétés politiques. Les principes qui le dominent sont vie, équilibre, souplesse, comme « l'homme économique » qui est en son centre. Composé d'une multitude d'équilibres combinés, toujours détruits, toujours rétablis, et qui vont de l'individu aux Etats par les Sociétés, il n'est lui-même qu'une formule d'équilibre entre l'antagonisme des Nations. Car chaque nation a un génie qui lui est propre, qui détermine le niveau de son standard de vie et, entre ces nations, le capitalisme rétablit la balance que tendent à déplacer sans cesse la richesse de leur production et l'ampleur de leurs besoin. Et les cadres dans lesquels se meuvent ces équilibres possèdent la propriété remarquable d'être rigides comme la « sainteté des contrats » et cependant de pouvoir se briser sous la pression de nécessités supérieures pour se reformer aussitôt.

Mais ces cadres, le capitalisme doit, par principe, les respecter car, dès qu'il passe outre la sainteté des contrats, dès qu'il force le cadre monétaire par exemple, il blasphème contre sa loi; il se renie et se condamne dès qu'il perd de vue la collectivité qui est sa vraie, sa seule justification. Telle est la règle de ce jeu des « éléments irréductibles et antagonistes », sortes de parallèles qui ne se rejoignent qu'à l'infini. Le Capitalisme oppose ainsi son équilibre vivant à la stabilité doctrinale inerte du socialisme : c'est en quoi réside sa supériorité.

Correctif social indispensable, apporté au principe créateur de la liberté économique, que l'on appelle la discipline

dirigeante du profit, le syndicalisme ouvrier ne semble comporter aucun frein régulateur autre que sa raison. Cependant, il vit au sein du capitalisme et est soumis à ses disciplines. Dès lors, que son action soit purement sociale ou qu'elle prétende aboutir à une économie constructive, il est condamné s'il dépasse les bornes raisonnables, à l'insuccès comme « toutes les doctrines inconciliables avec le jeu des lois économiques si ces doctrines, lorsqu'elles sont portées au pouvoir par des forces historiques puissantes, ne consentent pas à se corriger et à s'assouplir, et ne renoncent pas à celles de leurs affirmations et à ceux de leur objectifs qui sont incompatibles avec les enseignements de la science » (1).

L'exemple allemand établit le mal que peuvent faire à un pays au nom du principe démocratique, ces groupes économiques, lorsque l'Etat se montre inférieur à sa tâche qui est de les maintenir en leur imposant le respect absolu des disciplines nécessaires. « L'Etat démocratique doit être un état fort » pose justement M. André Tardieu (2), mais c'est pourquoi il peut paraître audacieux de vouloir intégrer certaines forces dans l'Etat sous prétexte de le renforcer, quand ces « forces neuves » deviennent des coalitions égoïstes qui s'arrogent outrageusement des droits mal vérifiés en abusant de situations fausses qu'ont fait naître les erreurs du capitalisme.

Les syndicats doivent éclairer l'Etat, ils font fausse route quand ils le minent ou le combattent pour imposer au nom de la liberté, des revendications d'une classe qui ne représente qu'une minorité d'intérêts. Disons avec M. Henri de Peyerimhoff qu'« il a plus sagement à faire.

(1) Gaëtan Pirou : Doctrines sociales et Science économique.

(2) André Tardieu : L'Epreuve du Pouvoir.

Il a à faire profiter la chose publique de ce qu'il possède de meilleur, de ce qui a précisément assuré son succès personnel : une documentation — celle de sa compétence ; — une méthode — celle de l'examen objectif des faits et celle de la recherche des résultats concrets ; — un entraînement — celui qui mène à composer les forces plutôt qu'à les opposer ». En fait, lorsque Naphtali oppose Démocratie Politique et Démocratie Economique, il nous donne une raison nouvelle de penser que l'Allemagne, jusque dans ses théoriciens, semble ne pas avoir encore saisi le vrai sens de la Démocratie. La Démocratie est une, comme la personne humaine est une. L'une et l'autre n'intègrent que les différents aspects sous lesquels on peut envisager l'activité humaine, et la production économique n'est qu'un de ces aspects.

Au surplus, les événements de ces dernières années, particulièrement ceux de ces derniers mois, confirment ces doutes sur la consistance de la volonté du peuple allemand. L'expérience de Weimar a été sabotée par l'action, chose plus grave par la mentalité, des groupes économiques.

De nombreux ouvrages nous ont éclairés sur cette mentalité : le Professeur Bonn a écrit avec bonheur la genèse de la féodalité capitaliste allemande, fille des grands hobereaux et sœur cadette du militarisme prussien. M. Henri de Man, après Oswald Spengler et le Comte de Kayserling, a établi, d'autre part, les « connexions psychologiques profondes entre le marxisme et le militarisme ». Il n'y a pas place, dans ces affiliations douteuses de la « Planwirtschaft » et de l'économie capitaliste organisée, pour un développement de l'esprit démocratique.

Ceci posé, le passé éclaire d'un jour singulier le dilemme de l'avenir allemand. Depuis hier, la dictature est entrée au service du capitalisme autoritaire comme, la veille, la Social-Démocratie appuyait le socialisme autoritaire.

Alors, de deux choses l'une : ou bien la dictature, ayant rétabli rapidement l'autorité de l'Etat, sera amenée de gré ou de force à s'assouplir en s'intégrant le Reichstag et elle retrouverait l'idée démocratique que représentent assez bien le Centre et la Social-démocratie. Alors, l'Allemagne pencherait pour la solution d'une économie que nous appellerions « aristocratique », dans la quelle une classe ouvrière de haute valeur technique et morale vendrait cher les produits d'un travail cher : alors sonnerait l'heure des syndicats allemands, et la Révolution de droite les remerciait ainsi d'avoir sauvé en 1918 l'Allemagne du Bolchevisme; ou bien la dictature reprendra à son compte la solution autoritaire, aux formes américano-russes, de la production massive et du commerce agressif, qui implique l'exploitation de la machine ouvrière. On aurait alors chance de courir au devant d'une de ces deux solutions de force : la guerre du pangermanisme ou la révolution du messianisme marxiste.

30 Septembre 1932.

FIN

BIBLIOGRAPHIE

Syndicalisme et Démocratie économique

- Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund. — *Wirtschaftsdemokratie. Ihre Wesen, Weg und Ziel*. Berlin 1926.
- Arbeitgeberverband für den Bezirk des nordwestlichen Gruppe des Vereins Deutscher Eisen und Stahlindustrieller. — *25 Jahre Arbeitnordwest 1904-1929*. Berlin.
- BRAUER (Dr Th.). — *Krisis des Gewerkschaften*. Jena 1924.
- BRAUN (A.). — *Die Gewerkschaften vor dem Kriege*. Berlin 1925.
- CASSAU (Theodor). — *Die Gewerkschaftsbewegung. Ihre Soziologie und ihr Kampf*. Halberstadt 1930.
- CHAPPEY (J.). — *L'Organisation Economique Allemande*, Paris 1920 (Revue de Paris, n° des 1^{er} Juin et 1^{er} Juillet 1920).
- Deutscher Bergwerks Zeitung. — *Das Problem des Wirtschaftsdemokratie*. Düsseldorf, 1929.
- DIEHL (Dr Karl). — *Die rechtlichen Grundlagen des Kapitalismus*. Jena, 1929.
- FUNKE (Dr Heinrich). — *Kapitalismus und Arbeitnehmerschaft*.
- GERHARDT (Johannes). — *Liberalismus und Wirtschaftsdemokratie*. Berlin 1930.
- RAUECKER (Bruno). — *Wirtschaftsdemokratie*. Berlin, 1929.
- Reichsarbeitsministerium. — *Deutsche Sozialpolitik 1918-1928*. Berlin, 1929.
- SEIDEL (Richard). — *Die Gewerkschaften nach dem Kriege*. Berlin, 1925.
- TSCHIRSCHKY (Dr S.). — *Kartellpolitik*. Berlin, 1930.
-

Ouvrages économiques

- ANDLER (Charles). — *La décomposition politique du Socialisme allemand*. Paris, 1919.
- BONN (J.). — *Das Schicksal des Deutschen Kapitalismus*. Berlin, 1930.
- BONN (J.). — « Prosperity », *La Crise Américaine*, 1932.

- BONNET (Georges-Edgar). — *Les Expériences Monétaires Contemporaines*. Paris, A. Colin, 1926.
- BOUGLÉ (C.). — *Socialistes Français*. Paris, 1932.
- BRAUN (Dr Martha-Stéphanie). — *Theorie der Staatlichen Wirtschaftspolitik*. Leipzig, 1929.
- DENIS. — *Histoire des Doctrines Sociales*.
- ELLINGHAUS (Herman). — *Wirtschaft und Staat*. Hannover, 1929.
- FICHTE (Johann Gottlieb). — *Der Geschlossene Handelsstaat*. Jena, 1920.
- FOURGEAUD (André). — *La Dépréciation et la Revalorisation du Mark allemand et les enseignements de l'Expérience monétaire Allemande*. Paris, Payot, 1926.
- FRIED (Ferdinand). — *La Fin du Capitalisme*. Paris, 1932.
- Guy Grand, Harmel, Berthod, Augé, Larribé, Oualid, Roger Picard, Piron, Puech, Bouglé. — *Proudhon et notre Temps*. Paris, 1920.
- HERMANT (Max). — *Les Paradoxes Economiques de l'Allemagne moderne (1918-1931)*. Paris, A. Colin, 1931.
- IBBEKEN (Dr Rudolf). — *Das Aussenpolitische Problem Staat und Wirtschaft in der Deutsche Reichspolitik 1880-1914*. Schleswig, 1928.
- KAYSERLING (Comte de). — *Analyse spectrale de l'Europe*.
- KNICKERBOCKER (H. R.). — *Allemagne, Fascisme ou Communisme ?*
Traduit de l'anglais, 1932.
- LEWINSOHN (Richard). — *Histoire de l'Inflation. Le Déplacement de la Richesse en Europe 1914-1925*. Paris, 1926.
- MAN (Henri de). — *Au-delà du Marxisme*. Paris, 1929.
- MISES (Ludwig). — *Kritik des Interventionismus*. Jena, 1929.
- MONTAGNON (B.). — *Grandeur et Servitude socialistes*. Paris, 1929.
- NIEBUHR (Dr H.). — *Öffentliche unternehmungen und Privatwirtschaft*. Leipzig, 1928.
- NOGARO (Bertrand). — *La Monnaie et les Expériences monétaires contemporaines*. Paris, A. Colin, 1926.
- PERNOT (Maurice). — *L'Allemagne d'Aujourd'hui*. Paris, 1927.
- PHILIP (André). — *Henri De Man et la Crise doctrinale du Socialisme*. Paris, 1928.
- PIROU (Gaëtan). — *Les Doctrines Economiques en France depuis 1870*. Paris, 1928.
- PIROU (Gaëtan). — *Doctrines sociales et Sciences économiques*. Paris, 1929.
- PROUDHON (P.-J.). — *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la Misère*. Paris, 1923.
- RAPHAEL (Gaston). — *L'Industrie allemande. Sa récente évolution*. Paris, 1928.
- REUPKE (H.). — *Der Nationalsozialismus und die Wirtschaft*. Berlin, 1931.

- RIST (Charles). — *Les Finances de guerre de l'Allemagne*. Paris, 1921.
- RIST (Charles). — *La Déflation en pratique*. Paris, 1924.
- RIVAUD (Albert). — *Les Crises allemandes 1919-1931*. Paris, 1932.
- SCHÆFFLE (A.). — *Die Quintessenz des Socialismus*. Gotha, 1920.
- SÉE (Henri). — *Matérialisme historique et interprétation économique de l'Histoire*. Paris, 1927.
- SOMBART (Werner). — *Le Mouvement social au XIX^e siècle*.
- SOMBART (Werner). — *Der Proletarische Sozialismus* (« *Marxismus* »). Jena, 1924.
- SOREL (Georges). — *La Décomposition du Marxisme*. Paris, 1908.
- SPENGLER (Oswald). — *Le Déclin de l'Occident*. Traduit de l'allemand, 1917.
- SPENGLER (Oswald). — *Preussentum und Sozialismus*. München, 1922.
- VERMEIL (Ed.). — *L'Allemagne Contemporaine 1919-1924*. Paris, 1925.
- VIÉNOT (Pierre). — *Incertitudes allemandes*. Paris, 1931.
- WEBER (Adolf). — *Das ende des Kapitalismus ?* Munich, 1929.
- WINSCHUH (Dr Josef). — *Grenzen der Sozialpolitik*. Leipzig, 1929.
-

Organisation industrielle

- BLANK (Ruben). — *La Crise Economique de l'Allemagne*. Revue Politique et Parlementaire, 10 Janvier 1931.
- CASSEL (Gustav). — *Sozialismus oder Fortschritt*. Berlin, 1929.
- DERNIS (Roger). — *La Concentration industrielle en Allemagne*. Paris, 1929.
- DUBREUIL. — *Standards*.
- DUBREUIL. — *Nouveaux standards*.
- FABRE (Robert). — *L'Action gouvernementale de baisse des prix en Allemagne et le conflit minier de la Ruhr*. L'Europe Nouvelle. Paris, 24 Janvier 1931.
- FOURGEAUD (André). — *La Rationalisation, Etats-Unis, Allemagne*. Paris, 1929.
- HAUSER (Henri). — *Les Méthodes allemandes d'Expansion économique*. Paris, A. Colin, 1920.
- JOUVENEL (Bertrand de). — *L'Economie dirigée*. Paris, 1928.
- KESSLER (Harry Graf). — *Walther Rathenau, sein Leben und sein Werk*. Berlin, 1928.
- KÖETTGEM (Carl). — *L'Amérique Economique*, Paris, 1927.
- LIEFMANN (Robert). — *Kartelle, Konzerne und Trusts*, Stuttgart, 1930.

- MAN (Henri de). — *L'Assainissement des prix et des salaires en Allemagne*. Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Belgique. 10 Septembre 1930.
- MELCHETT (Lord). — *La Politique de l'Industrie*.
- MELLINGER (Dr L.). — *Preise und Kartelle*. Die Bank, Berlin, 16 août 1930.
- PEYERIMHOFF (Henri de). — *Les Formules modernes d'organisation économique*. Paris, 1928.
- RAPHAEL (Gaston). — *Krupp et Thyssen*. Paris, Editions Les belles Lettres, 1925.
- Reichsverband der Deutschen Industrie. — *Aufstieg oder Niedergang ? Deutsche Wirtschafts und Finanzreform* 1929. Berlin, 1929.
- Reichsverband der Deutschen Industrie. — *Bericht über die Sitzung des grossen Ausschusses der Kartellstelle* (10 Avril 1930). Berlin, 1930.
- ROY (Charles). — *La Formule allemande de production rationnelle dans l'Industrie. Rationalisation contre Marxisme*. Paris, 1929.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS (Section Economique et Financière). — *Etude sur les aspects économiques de différentes ententes industrielles internationales. Etude sur le régime juridique des ententes industrielles*. Genève, 1930.
- SPANN (O.). — *Tote und Lebendige Wissenschaft*. Jena, 1929.
- TSCHIERSKY (Dr S.). — *Kartelle und Trustaufsicht*. Die Bank, Berlin, 16 Août 1930.
- WOLFF (Dr Rheinhold). — *Die Rechtsgrundlagen der Internationalen Kartelle*. Berlin, 1929.
-

Documents généraux

Handwörterbuch der Staatswissenschaften, Jena, 1924.

Die Arbeit, Zeitschrift für Gewerkschaftspolitik und Wirtschaftskunde. Berlin.

Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques, 182, boulevard Saint-Germain, Paris.

Bulletin Financier du Haut-Commissariat de la République française dans les Provinces du Rhin.

Bulletin Périodique, 35, rue Saint-Dominique, Paris.

Presse allemande : *Deutsche Bergwerks-Zeitung*.

Frankfurter Zeitung : Revues d'ensemble publiées à la fin Décembre de chaque année.

Vu et permis d'imprimer :

Le Doyen,

BERTHÉLEMY,

Le Président,

Gaëtan PIROU.

Le Recteur,

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER : <i>L'idéologie ouvrière allemande avant la guerre.....</i>	15
CHAPITRE II : <i>La Guerre, le Parti et les Syndicats....</i>	23
Les Syndicats pendant la guerre..	23
Les conséquences de la guerre sur l'idéologie ouvrière	29
CHAPITRE III : <i>De l'idéologie aux réalités.....</i>	39
Le Socialisme volontariste.....	39
L'Arbeitsgemeinschaft	40
La Planwirtschaft	44
Les Conseils	46
Les réalités économiques.....	53
La Crise syndicaliste de 1924.....	59
CHAPITRE IV : <i>Des réalités à l'idéologie.....</i>	65
La Rationalisation	65
Les Syndicats ouvriers en face de la Rationalisation	68
La Démocratie Economique.....	75

CHAPITRE V : <i>Le problème de la Démocratie économique</i>	81
Les sources de Naphali.....	81
La Démocratie économique et la Science économique	88
La déformation de la discipline dirigeante du profit.....	98
Hauts salaires nominaux.....	102
La Démocratie économique et la Doctrine sociale	107
 CHAPITRE VI : <i>La réaction du Nazisme et la Dictature</i>	 113
 CONCLUSION	 121
 BIBLIOGRAPHIE	 127

